ISSN 1662 – 4599

28 décembre 2012
12e année
No 53

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Elargir la réflexion

Une nouvelle ère s'accomplit en Asie – contrairement à l'Amérique du Nord, l'Europe endormie risque de rater le train

Urs Schoettli

hd. Parmi ceux qui s'intéressent activement à la politique, beaucoup réalisent qu'au cours des semaines passées, à divers endroits, l'équilibre se déplace et que divers ajustements sont en train de s'effectuer. Notre pensée est-elle à la traîne de la réalité? Nous a-t-on, depuis l'effondrement de Lehman-Brothers, servi que de la polémique dans de larges parties du monde?

Il faut donc élargir la réflexion pour qu'elle puisse s'occuper de la réalité. Les contributions ci-dessous poursuivent cette intention.

Pendant qu'en Europe, les crises s'enchaînent et qu'on entonne des chants sur la fin du monde, d'importants changements qui prêtent à l'optimisme sont en train de se réaliser en Asie. Malheureusement, cette nouvelle époque qui se dessine n'est que très peu prise en compte en Europe. Les Etats-Unis en tant que pays limitrophe au Pacifique sont beaucoup plus sensibles à cela.

Actuellement, il n'y a rien d'agréable à visiter l'Europe en venant d'Asie. L'Occident semble une fois de plus succomber à une de ses crises collectives de civilisation. Une atmosphère de fin du monde règne en tous lieux: à propos de l'euro, du climat, de la démocratie et de l'économie de marché. Quelle différence drastique comparée à l'euphorie après la chute du mur, quand les habitants de l'Ouest croyaient que l'histoire universelle était écrite et que les nobles valeurs du libéralisme feraient pour toujours autorité.

Il est difficile d'être optimiste dans de telles circonstances et pourtant nous voulons l'oser. D'abord, il faut rappeler une fois de plus que les Européens des années 1968 appartiennent à la génération la plus favorisée par le destin dans l'histoire universelle. Ils n'ont pas seulement pu profiter de la prospérité et de la paix sans précédent des six dernières décennies, mais ils ont aussi vécu deux césures positives dans l'histoire universelle: la disparition du rideau de fer en Europe et la nouvelle émergence de l'Asie – non seulement son retour dans l'économie et la politique mondiales, mais aussi et avant tout sa renaissance culturelle et intellectuelle.

Les raisons d'être optimiste

C'est à un eurocentrisme obstiné qu'il faut attribuer le fait que la Renaissance asiatique n'est pas encore ressentie comme une nouvelle époque par le courant dominant intellectuel en Europe continentale. Les connaissances acquises au sein des universités au sujet des développements asiatiques ne sortent guère du cercle restreint des experts intéressés. Ce qui manque, c'est la classification et la compréhension des changements historiques en Asie tout en les intégrant dans une analyse générale de notre temps. Il s'agit avant tout de comprendre l'étendue de cette Renaissance asiatique. Ce qui se passe actuellement en Inde, en Chine et au Japon, la manière dont l'Asie se positionne dans le monde du XXIe siècle, a son origine dans un passé lointain que l'histoire universelle traditionnelle, qui a marginalisé l'Orient en tant que région exotique, ne peut pas expliquer. Il serait par exemple urgent qu'en Europe on se penche sur la conception de l'Etat selon Confucius de la nouvelle Chine ou sur l'importance de la restauration *Meiji* pour les réformes qui sont en suspens au Japon.

La compréhension historique et culturelle de la Renaissance asiatique naissante, pourrait certainement contribuer à atténuer le pessimisme démesuré qui prévaut en Europe. Où trouve-t-on la reconnaissance qui devrait être la nôtre – malgré tous les problèmes qui nous préoccupent, allant de l'Iran à la Corée du Nord et de la Syrie à l'Afrique du Sud –, de vivre à une époque où l'optimisme est aussi de mise. Que peut-il y avoir de plus magnifique que des pays aux dimensions continentales franchissant deux siècles de décadence (causée par leur propre faute, ou par la faute des autres), qu'environ un milliard d'hommes soient libérés de leur pauvreté extrême, que plusieurs centaines de millions de ménage puissent s'élever à la classe moyenne, que de nouvelles industries, des infrastructures ultramodernes et des villes scintillantes soient construites, que le niveau général de l'enseignement se développe et que des douzaines d'universités puissent se retrouver parmi les meilleures du monde?!

En Europe, la perception de cette nouvelle Asie est ambivalente. D'un côté se trouve le monde des entreprises, qui a découvert l'Asie depuis longtemps et y fait de belles affaires. Depuis longtemps, ce ne sont plus seulement les sociétés multinationales et les grandes entreprises, mais aussi des PME qui ont découvert l'Asie comme marché et lieu de production. Notamment la Suisse et l'Allemagne – qui, contrairement à beaucoup d'autres pays européens, peuvent toujours compter sur leur industrie de transformation compétitive et innovatrice – savent dans quelle mesure la prospérité de l'ancien continent dépend entre-temps du bien-être de l'Asie. De l'autre côté, il y a bien sûr aussi des craintes face au «péril jaune», que les Asiatiques puissent s'approprier l'Europe et la priver de ses emplois.

Connaissance de l'Asie en tant que mission éducative

Concernant l'Asie, les médias au souffle court se focalisent sur les sensations et les mauvais développements. L'Inde y apparaît majoritairement dans des récits sur la corruption et la pauvreté, la Chine dans le contexte de violations des droits de l'homme et de la poursuite de dissidents, et le Japon suite à la catastrophe qui a détruit la centrale nucléaire de Fukushima. Il va de soi que c'est la tâche d'une presse libre de dénoncer les dysfonctionnements, mais quand des commentateurs qui n'ont jamais vécu en Asie et des correspondants qui, après peu de temps, se croient déjà plus malins que les habitants locaux, déterminent les informations qui nous sont présentées, il y a forcément une désinformation inquiétante.

Il s'avère fatal que les connaissances sur l'Asie ne fassent pas partie de l'enseignement traditionnel occidental, ce qui permettrait aux Européens d'évaluer correctement les changements monumentaux qui ont eu lieu au cours des trois dernières décennies en Asie. Alors que dans le monde anglophone les voix asiatiques peuvent s'adresser directement au public à cause du plus grand cosmopolitisme de la langue et des médias, il règne en Europe continentale toujours et encore la fadeur paternaliste de quelques experts autoproclamés s'arrogeant le droit d'interpréter le fonctionnement de «l'Asiatique», «du Chinois», de «l'Indien», ou plutôt de dire comment ils devraient fonctionner. Spécialement dans le cas de l'Empire du milieu, il y a depuis *Leibniz* une longue tradition qui permet aux Européens de projeter leurs propres idées sur les Chinois.

En fait, le 9-Septembre a été un choc pour le monde entier, une césure sanglante et amère, marquant et encombrant jusqu'aujourd'hui la relation entre un Occident fortement sécularisé et le monde islamique. La régression dans des guerres de religions sanglantes – tantôt déjà partiellement réalisées, tantôt attendues –, qu'on croyait surmontées depuis le siècle des Lumières, inquiète à juste titre beaucoup de contemporains. Il est d'autant plus important d'évaluer correctement le processus de modernisation en Asie. Depuis plusieurs décennies, on y réalise des choses réjouissantes qui devraient nous rendre optimistes. Celui qui contemple la Chine uniquement sous l'aspect d'un régime totalitaire, méconnaît les énormes progrès qui ont été réalisés dans l'évolution du droit chinois. Celui qui, concernant l'Inde, se focalise uni-

Suite page 2

Un monde sans dominance des USA, né à Phnom-Penh

David P. Goldman

Il est symptomatique de la situation nationale des Etats-Unis que la semaine passée, la pire des humiliations que les USA et leur Président aient jamais subie n'a suscité aucun commentaire. Je me réfère à l'annonce du 20 novembre à Phnom Penh lors d'une réunion au sommet, au cours de laquelle quinze Etats asiatiques, regroupant la moitié de la population mondiale, ont formé le projet d'un vaste partenariat économique régional excluant les Etats-Unis.

Le Président *Obama* a pris part au sommet pour proposer un Accord de Partenariat Trans-Pacifique (TPP) basé aux USA, dont la Chine serait exclue. Il n'est pas parvenu à ses fins. Le partenariat dirigé par les Américains s'est mué en une invitation à laquelle personne ne s'est rendu.

Au lieu de cela, l'Association du Sud-Est asiatique (ASEAN) plus la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande vont former une association excluant les USA. A une époque où trois milliards d'Asiatiques deviennent prospères, l'intérêt pour la contribution future de 300 millions d'Américains s'amenuise. Surtout si ces Américains refusent d'endosser les risques de nouvelles technologies.

Quatre ans après la crise économique de 2008, la grande force économique de l'Amérique, particulièrement sa capacité d'innovation, demeure principalement un souvenir. Durant la campagne électorale, le partenariat trans-pacifique a été un sujet insignifiant, mais dans les milieux politiques, c'était l'objet d'un énorme tapage médiatique. Le 23 octobre, *salon.com* s'enthousiasmait:

> *«Cet accord est une pièce maîtresse de ‹l'axe asiatique› qui a accaparé l'activité des laboratoires d'idées et de politiciens, mais il a été caché par les guirlandes et les confettis de l'élection. Mais plus que n'importe quelle autre politique, les tendances que le TPP représente pourraient restructurer les relations de politique étrangère et éventuellement l'économie elle-même.»*

En réalité, cette grande vision révolutionnaire n'était importante que pour les personnes tristes et étranges qui inventent la politique au sein de l'administration Obama. L'importance relative de l'Amérique est sur le déclin.

Remettons ces choses en perspective:

Depuis les valeurs maximales avant la crise de 2008, les exportations des pays asiatiques ont augmenté de plus de 20%, alors que les exportations de l'Europe diminuaient de plus de 20%. En comparaison de leur maxima avant 2008, les exportations américaines n'ont progressé que de façon minime (environ 4%).

Pendant ce temps, les exportations de la Chine ont augmenté de 50% au-dessus de leur pic d'avant la crise, alors que les exportations vers les Etats-Unis ont progressé d'environ 15%. Valant 90 milliards de dollars, les exportations de la Chine vers l'Asie correspondent au triple de ses exportations vers les Etats-Unis.

Après des mois de prévisions sombres (et totalement fausses), selon lesquelles un atterrissage brutal attend la Chine, il est évident que la Chine ne vivra aucun atterrissage brutal, ni même un atterrissage d'aucune sorte. Autant la consommation intérieure que les exportations vers l'Asie dépassent de près de 20% celles de l'année dernière et compensent les faiblesses de certains marchés d'exportation et du secteur de la construction. Les exportations vers l'économie américaine moribonde stagnent.

En 2002, la Chine a importé d'Asie le quintuple de ce qui provenait des Etats-Unis. Aujourd'hui, elle importe d'Asie dix fois plus que des USA.

En tenant compte des structures commerciales, l'échange des monnaies asiatiques a commencé à être supérieur avec le renminbi de Chine qu'avec le dollar. En octobre 2012, dans une étude pour le Peterson Institute, *Arvind Subramanian* et *Martin Kessler* ont écrit:

> *«L'ascension d'un pays vers la domination économique tend à aller de pair avec le fait que sa monnaie devient la valeur de référence, que les autres monnaies suivent implicitement ou explicitement. En prenant comme exemple d'un choix d'économies*

Suite page 2

«Elargir la réflexion»
suite de la page 1

quement sur la corruption, ne voit pas les forces nettoyantes qui œuvrent avec détermination au sein des citoyens, des médias et de la politique. Même si le bilan est encore médiocre et qu'il y a encore bien des améliorations à faire, la direction principale de l'évolution en Inde, en Chine, en Asie du Sud-Est est juste et donne bon espoir. Des choses positives s'y réalisent, dont souvent même les Européens ne peuvent que rêver.

Bases solides

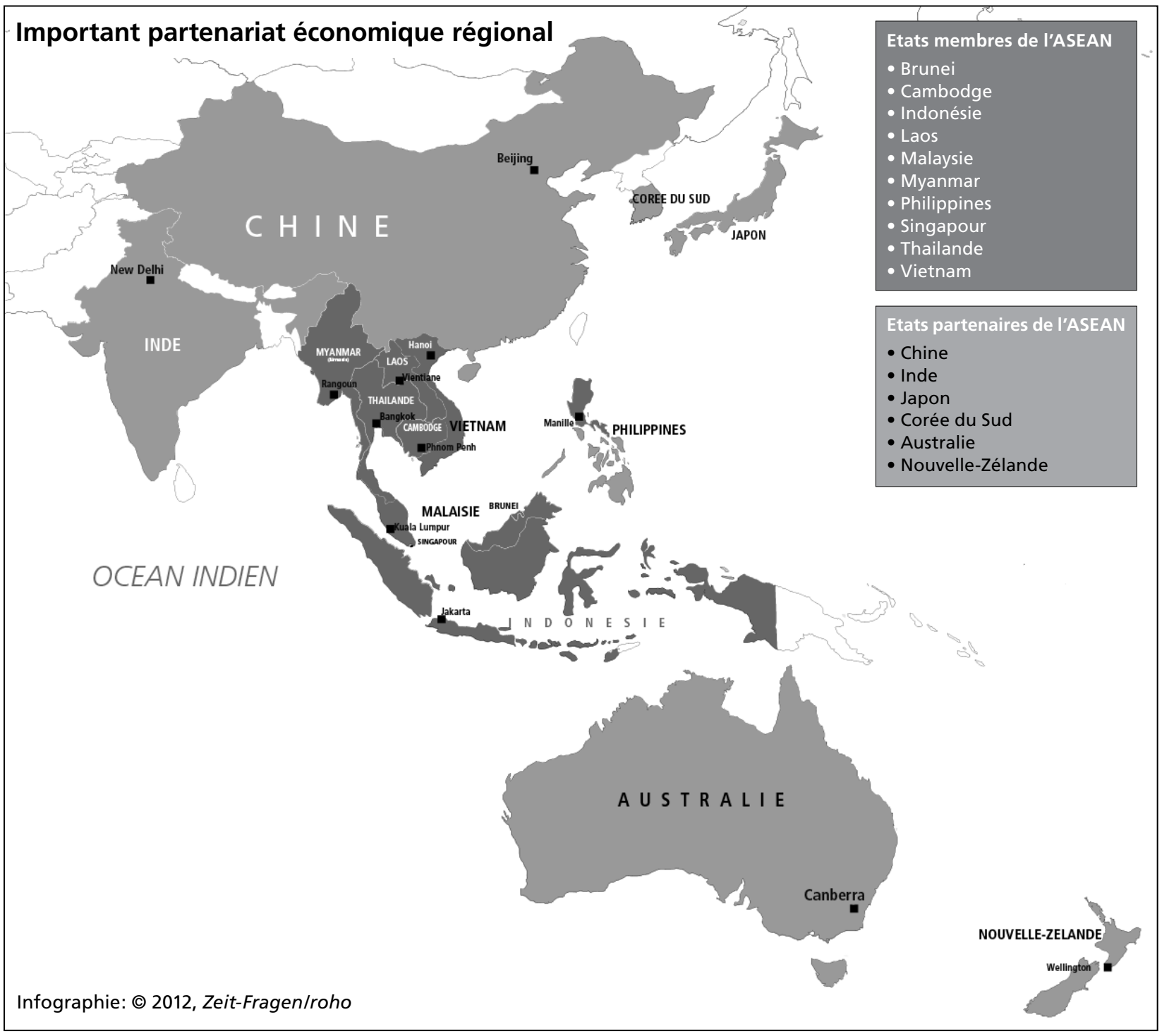
L'Asie n'est naturellement pas non plus à l'abri de régressions économiques ou même de crises. Actuellement, les trois grands pays que sont le Japon, la Chine et l'Inde souffrent des rejets de l'économie mondiale suite à la crise de l'euro. Toutefois, les causes les plus importantes de la faiblesse conjoncturelle sont d'origine interne et peuvent ainsi être corrigées par de propres forces. Celui qui considère que la Renaissance économique en Asie est un phénomène temporaire fait fausse route. Non seulement la demande gigantesque, et non couverte, sur les marchés locaux donne des perspectives de croissance favorables, mais on a aussi créé durant les trois dernières décennies des bases infrastructurelles et institutionnelles de grande importance sur lesquelles on peut se fonder à l'avenir. Il faut notamment penser aux énormes progrès au niveau des études secondaires.

L'époque où les Européens pouvaient exprimer leurs appréciations bienveillantes et paternelles sur les succès des Asiatiques est terminée. Les blessures infligées à l'Asie par les empires coloniaux européens aux XIX[e] et XX[e] siècles sont passées à l'arrière-plan. Les interlocuteurs chinois ne nous rappellent plus à chaque occasion les crimes commis par les Européens pendant les guerres de l'opium. Le renouvellement des générations qui est en train de se réaliser est la raison pour laquelle on se rencontre aujourd'hui au même niveau. Du côté asiatique, il y a toujours et encore une grande envie d'apprendre, mais aussi la confiance en soi de pouvoir s'élever au même niveau que l'Occident et même le surpasser. Des blessures telle la «révolution culturelle» sont passées à l'arrière-plan.

Au début de l'époque asiatique, le terme «ex oriente lux» obtient une nouvelle signification. Après un laps de temps trop long, pendant lequel le transfert des connaissances, de la technique et des idées s'est développé de façon unilatérale de l'Occident à l'Orient décadent, l'Europe, doutant d'elle-même, peut maintenant recevoir de nouvelles stimulations de l'Asie. A cette occasion, les échanges devraient dépasser de loin les simples relations économiques florissantes et apporter une fécondation mutuelle dans le sens élargi du terme. Ce serait déjà une belle victoire si, deux siècles après *Hegel,* l'on rendait les Européens capables de ne plus considérer les développements de l'histoire universelle uniquement selon leur propre point de vue très limité. •

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 19/11/12
(Traduction *Horizons et débats)*

Important partenariat économique régional



Etats membres de l'ASEAN
- Brunei
- Cambodge
- Indonésie
- Laos
- Malaysie
- Myanmar
- Philippines
- Singapour
- Thailande
- Vietnam

Etats partenaires de l'ASEAN
- Chine
- Inde
- Japon
- Corée du Sud
- Australie
- Nouvelle-Zélande

Infographie: © 2012, *Zeit-Fragen/roho*

«Il faut assurer l'indépendance, l'intégrité et la féconde diversité des cultures»

Extrait de la Constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) *

Les Gouvernements des Etats parties à la présente Convention, au nom de leurs peuples, déclarent:
que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix, que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre.

[…]

Pour ces motifs, les Etats signataires de cette Convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples, en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives.

En conséquence, ils créent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture afin d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée, et que sa Charte proclame.

Art. I Buts et fonctions

1. L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples.
[…]
3. Soucieuse d'assurer aux Etats membres de la présente Organisation l'indépendance, l'intégrité et la féconde diversité de leurs cultures et de leurs systèmes d'éducation, l'Organisation s'interdit d'intervenir en aucune matière relevant essentiellement de leur juridiction intérieure.

* Signée à Londres le 16 novembre 1945, dernière modification de la 29[e] Assemblée générale de l'UNESCO du 16 novembre 1999.

«Un monde sans dominance des USA …»
suite de la page 1

nationales de pays émergents, nous démontrons que ces deux dernières années, le renminbi (RMB/Yuan) est devenu de plus en plus une monnaie de référence. Nous entendons par là une monnaie qui se caractérise par un haut degré de co-mouvements (Co-Movement CMC) avec d'autres monnaies.

En Asie de l'Est il y a déjà un bloc renminbi parce que le RMB est devenu la monnaie de référence qui éclipse le dollar, ce qui constitue une évolution historique. Dans cette région, sept monnaies sur dix suivent plus étroitement les mouvements du renminbi que du dollar, alors que la valeur moyenne du mouvement coordonné (CMC) comparée au renminbi dépasse le dollar de 40%. Nous constatons que les mouvements coordonnés (CMC) des monnaies de référence, surtout du renminbi, vont de pair avec l'intégration du commerce.

Nous avons tiré quelques enseignements sur la capacité du bloc du renminbi de se développer au-delà de l'Asie, en comparant la situation du renminbi actuel avec celle du yen japonais du début des années 90. Si le commerce était la seule force motrice, un bloc plus étendu du renminbi pourrait se développer jusqu'au milieu des années 2030. Mais des réformes dans le secteur de la finance et du commerce extérieur qui se remplacent mutuellement pourraient considérablement accélérer le processus».

Tout ceci est très connu et a été discuté de façon exhaustive. La question est de savoir ce que l'Amérique va en faire, pour autant qu'elle entreprenne seulement quelque chose.

Où les Etats-Unis ont-ils un avantage concurrentiel? Hormis les avions commerciaux, les installations de production d'énergie et l'agriculture, ils disposent de peu de domaines dans lesquels leur industrie est vraiment exceptionnelle. Le gaz naturel soutient des industries à faible valeur ajoutée telles que les usines d'engrais, mais dans le domaine industriel, les USA sont à la traîne.

Il y a quatre ans, quand *Francesco Sisci* et moi avons proposé un accord monétaire sino-américain comme point d'ancrage d'une intégration commerciale, les USA dominaient toujours l'industrie de construction d'usines nucléaires. Avec la vente de l'entreprise d'énergie nucléaire Westinghouse à Toshiba, et la Toshiba joint venture avec la Chine pour la construction d'usines atomiques sur place, cet avantage s'est volatilisé.

Le problème, c'est que les Américains ont cessé d'investir dans le genre d'industries high-tech à forte valeur ajoutée qui fabriquent les produits dont l'Asie a besoin. Compte tenu de l'inflation, les commandes par les producteurs de biens d'équipement se situent 38% en dessous du montant maximum de 1999. Et les attributions de capital-risque pour les produits high-tech se sont évaporées.

Sans innovations et investissements tous les accords commerciaux que le circuit politique de Washington élaborera ne serviront à rien. En outre, une adaptation au taux de change n'aidera pas non plus.

Qu'est-ce que Washington peut offrir aux Asiatiques?

On peut sûrement élucider les raisons que le Président Obama avait en tête, lorsqu'il s'est rendu en Asie avec un projet de partenariat trans-pacifique excluant la Chine. Qu'est-ce que Washington a à offrir aux Asiatiques?

- Elle emprunte annuellement 600 milliards de dollars au reste du monde pour financer une dette nationale de 1,2 billions de dollars, en premier lieu au Japon. (L'année passée la Chine a été nettement venderesse de papiers-valeurs)
- Elle est plutôt une bénéficiaire qu'une fournisseuse de capitaux
- C'est un important marché d'importation, mais qui perde rapidement son importance relative parce que le commerce asiatique intérieur s'étend beaucoup plus vite que le commerce avec les Etats-Unis
- Et depuis la crise de 2008, la puissance de l'Amérique comme lieu d'innovations et d'incubateur d'entrepreneurs s'est radicalement dégonflée, ce qui cependant n'est pas dû au gouvernement Obama qui avec son programme de santé a provoqué un besoin considérable de création d'entreprises start-up.

Washington aimerait peut-être mettre le cap sur l'Asie. A Phnom Penh toutefois, les leaders politiques d'Asie ont incité Obama à pivoter de 360 degrés et de rentrer à la maison. •

Source: *Asia Times Online* du 27/11/12
(Traduction *Horizons et débats)*

La crise égyptienne et le déclin de la position hégémonique des Etats-Unis dans le Monde arabe

Albert A. Stahel, Institut für Strategische Studien, Wädenswil

Avec son arrêt qui lui permet de ne plus soumettre les décisions présidentielles au Tribunal constitutionnel de l'Egypte pour contrôler leur conformité constitutionnelle, le président *Morsi* a voulu déjouer le pouvoir judiciaire dans son pays et s'arroger des plein-pouvoirs dictatoriaux. Entre-temps, il a retiré cet arrêt. Il maintient pourtant sa décision de soumettre le 15 décembre, sans consulter les juges, un projet de Constitution rédigé par les islamistes, au vote du peuple. Ce projet prévoit l'ancrage conséquent de la charia dans la future Constitution. A l'avenir, c'est à la charia que la société et la politique égyptienne se mesureront. Par rapport à l'ère du président *Moubarak,* les droits des femmes et ceux des minorités religieuses seront considérablement réduits. La décision de Morsi a provoqué les protestations de l'opposition. Les disputes entre adversaires et adhérents – les derniers se recrutent majoritairement de Frères musulmans et de Salafistes – ont conduit à des morts et des blessés. Face à l'escalade violente qui pourrait mener à la déstabilisation de l'Egypte, Morsi a convoqué, pour sa protection personnelle, la brigade de combat de la Garde républicaine. Ainsi, il s'est pratiquement réfugié sous la tutelle de l'armée. Il est possible que la direction militaire, en échange de cette protection de Morsi, ait revendiqué quelques concessions en faveur de l'opposition.

Le comportement des Etats-Unis, puissance tutelle de l'Egypte, est instructif. *Barack Obama* et *Hillary Clinton* se sont jusqu'à présent contentés d'encourager Morsi à entrer en dialogue avec ses adversaires politiques. Vu le soutien financier des Etats-Unis à l'armée égyptienne, il est également possible que l'administration Obama ait prié la direction militaire à la modération dans cette crise. Vu le danger de déstabilisation du plus grand pays arabe, la politique actuelle des Etats-Unis semble démontrer une certaine impuissance. Si le danger de déstabilisation se maintient, il ne faut pas s'attendre uniquement à l'effondrement économique et politique du pays, mais à l'afflux de réfugiés en direction de l'Europe. Celui-ci mettrait en danger notamment la sécurité des Etats d'Europe du Sud mais aussi de l'Europe toute entière.

Dans cette crise, le manque de stratégie claire des Etats-Unis reflète leur perte de crédibilité, tout comme la perte de leur position hégémonique dans le Monde arabe. A part leurs difficultés économiques, c'est surtout l'échec des guerres menées en Irak et en Afghanistan qui ont contribué au déclin de leur position de force. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Les crises économiques et leurs conséquences politiques

Les économistes ont créé un monde qu'ils ne comprennent pas

*Heiner Flassbeck**

> «Non, c'est le manque de compréhension de ce système complexe de l'économie mondiale qui explique même dans les milieux de gauche l'échec permanant de la politique. Nous n'avons pas de politiciens capables de faire de la politique dans l'économie mondiale et nous n'avons pas d'économistes capables de concevoir un design pour cette économie mondiale. Ainsi, l'économie mondiale avance vers l'avenir, toujours de nouveau touchée sans préavis par des crises globales et régionales comme par des gros météorites venant de l'espace. Et le simple citoyen reste sur le carreau – et finalement aussi la démocratie.»

Depuis que nous, êtres humains, sommes descendus des arbres, nous essayons de comprendre le monde qui nous entoure. En ce qui concerne notre interprétation de la nature, nous avons déjà bien progressé. Nous nous sommes séparés des vieux mythes et nous nous sommes appropriés une vue scientifique des choses donnant la priorité à la rationalité et à la logique avant la croyance et les émotions.

Avoir recours à la logique de façon conséquente

C'est justement le recours à la logique qui s'est avéré supérieure lorsqu'il s'agit de comprendre le monde et l'adaptation optimale aux réalités qui se trouvent en transformation permanente. Seul celui qui dispose du moyen de la logique peut sélectionner parmi un nombre infini d'affirmations insignifiants ou contradictoires sur ce monde, celles qui sont significatives parce qu'elles sont sans contradiction et peuvent donc être examinées empiriquement.

Le pas décisif vers la connaissance est au fait la reconnaissance de relations qui peuvent être observées avec une certaine stabilité dans la réalité et qui nous révèlent finalement leur raison d'exister. Que la pomme tombe régulièrement de sa branche vers le sol au lieu de s'envoler vers le ciel représente le premier petit pas dans la voie vers d'autres conclusions solides. Ce sont seulement les pas suivants – la découverte de la force qui fait mouvoir la pomme, notre capacité de prouver l'existence de cette force, de façon que d'autres explications puissent être éliminées – qui créent la vraie connaissance.

La logique n'a-t-elle pas de place dans l'économie?

Dans la soi-disant science de l'économie, il en est autrement. Là, l'essai d'arriver à la connaissance est constamment, avec succès, recouvert par la croyance, par l'idéologie et par la pure représentation d'intérêts. Le phénomène que des groupes de pression et des entreprises intéressés par des résultats prédéterminés «entretiennent» des scientifiques qui n'ont rien d'autre à faire que de mettre en question les résultats de recherches sérieuses ou de les contrecarrer par leurs propres «recherches», cela existe aussi dans d'autres domaines plus orientés vers les sciences naturelles, comme par exemple la chimie. Ce qui, par contre, manque dans les autres domaines, c'est «l'empressement servile» que présentent même des économistes indépendants lorsqu'il s'agit de la question «Marché» envers «Etat». La plupart des économistes n'est malheureusement pas formée comme chercheurs en sciences sociales, mais comme techniciens dont le seul devoir consiste en la compréhension d'un marché apparemment parfait et en sa défense. Cela ressemble – et j'ai présenté cela déjà il y a quelques années (*Flassbeck 2004)* – plutôt à un jeu de perles en verre qu'à une science. Et dans ce jeu, il s'agit uniquement et exclusivement de l'amélioration du jeu lui-même et non pas d'une connaissance dans le sens d'une meilleure compréhension du monde (cf. *Kay 2011* et la réplique de *Davidson*). Mais comme c'est uniquement la vraie connaissance qui peut être traduite en des actes de politique économique couronnés de succès, les politiciens se retrouveraient sans conseils sérieux pour presque toutes les questions même si au moins ils comprenaient combien ils en ont besoin.

Le fantôme: le marché fait tout mieux …

Ainsi nous avons permis qu'un monde économique se crée, construit sur quelques préjugés comme par exemple que le marché fait tout mieux. Notre monde aurait au fait besoin d'une régulation infiniment complexe pour pouvoir plus ou moins fonctionner. Des efforts pour arriver à une telle régulation de grande envergure n'existent cependant pas, parce que l'opinion dominante dans l'économie politique et dans la politique croit fermement que le marché ou les marchés arrangeront tout. Les conséquences sont dramatiques. L'économie mondiale titube de crise en crise et les conseils pour les politiciens, prodigués par les «experts», sont chaotiques, ils se contredisent dans presque chaque facette. Les marchés financiers ont pris le commando mais ne savent pas très bien comment l'utiliser, sauf bien sûr pour s'assurer leurs propres prébendes. Et ainsi, la prochaine crise est inévitable.

Les politiciens, menés par des juristes, s'adonnent au dilettantisme

Comme les économistes forment un chœur si polyphonique, les politiciens, menés par une armée de juristes, en viennent à se tricoter leur propre monde économique. Dans ce monde-là, la procédure domine les faits et la pensée sous l'angle de la microéconomie, donc la pensée comme dans un ménage privé, triomphe sur la prise en considération des relations macroéconomiques. La crise de l'euro a ainsi été réinterprétée en une crise dans laquelle quelques «Etats pécheur» auraient quelque chose à se reprocher (gloutonnerie et une vie de débauche), et pour cette raison, ils doivent être condamné par les Etats-juges sages et travailleurs. De cette manière les débiteurs sont désignés d'emblée comme les coupables, et on croyait qu'il ne serait même pas nécessaire de parler des réelles raisons.

Du point de vue de la microéconomie, on pourrait effectivement croire que celui qui est hautement endetté et qui n'obtient plus de crédit sur les marchés, s'est conduit de façon erronée et doit être sanctionné. Du point de vue de la macroéconomie, tout porte à croire que c'est faux. Il n'y existe pas de causalité simple, parce que le fait qui apparait comme un «endettement trop élevé» est déjà le résultat d'un processus hautement complexe, dans lequel des acteurs individuels et quelques secteurs sont concomitants. Dans ce processus il s'agit avant tout de trouver un secteur (l'étranger inclus) qui est prêt à s'endetter pour investir et pour justifier ainsi les économies planifiées des budgets privés. Lorsque par exemple un pays comme l'Allemagne mène une politique agressive pour améliorer sa compétitivité, d'autres pays sont poussés dans l'endettement parce que beaucoup d'acteurs individuels de ces pays achètent des produits allemands à crédit. Dans la première moitié de 2011, l'excédent de la balance commerciale de l'Allemagne avec les pays de l'Union monétaire s'élevait toujours encore à 37 milliards d'euros, ce qui signifie en même temps de nouveaux crédits de ce montant. Le déficit de la France s'élevait à 18 milliards, celui de l'Italie à 6 milliards et même la Grèce était en débit de 1,8 milliards.

Même si chacun de ces achats à crédit est parfaitement sérieux et justifié du point de vue économique, le résultat peut s'avérer catastrophique pour le pays qui s'endette. C'est une érosion insidieuse de sa force économique avec des conséquences fatales qui se montrent, comme l'érosion géologique, seulement lorsque la grande pluie en forme de crise financière arrive. Dans une telle crise, tous les investissements existants sont soumis à une réévaluation par les investisseurs et on évite d'emblée des investissements à risque.

Le débiteur est condamné à priori parce qu'il est le plus faible

La condamnation à priori des débiteurs a des répercussions fatales pour la cohabitation des nations. D'un côté, à l'avenir, les débiteurs se montreront sceptiques ou même négatifs concernant toute forme de collaboration internationale parce qu'ils ont l'impression, à juste titre, qu'on leur impose de l'extérieur un diktat tout à fait injustifié qui nuit à leur souveraineté et les force dans un programme néolibéral (cela arrive pour la plupart des fois par la fameuse «conditionality» du FMI, qui consiste en général en la «flexibilisation» et l'ouverture de tous les marchés). Ainsi les systèmes politiques des Etats débiteurs sont poussés à bout à long terme de façon insupportable et intolérable. La diminution des déficits de l'Etat, qui est exigé dans tous les cas, a des répercussions sur les parties de la population le moins capables de surmonter de telles pertes. Les salaires des employés de l'Etat baissent car ce n'est que là qu'on a accès. Des secteurs même pas exposés à la concurrence internationale sont libéralisés (l'électricité et l'énergie en Argentine par exemple), des branches appartenant encore à l'Etat sont privatisées. Cependant, tout cela n'a aucun rapport avec les causes de la crise et est ressenti comme purement arbitraire par les personnes concernées, ce qui est compréhensible. De cette façon, au cours des années 1980 et 1990, presque toutes les populations d'Amérique latine sont devenues des adversaires catégoriques du *Fonds monétaire international* (FMI). Les gens ont élus systématiquement des gouvernements de gauche pour se soustraire à ce diktat.

Tout cela n'est pas nouveau et a déjà été traité maintes fois, même par le FMI lui-même. Mais cela n'a pas empêché les politiciens européens de se ruer avec verve sur exactement ces programmes avec lesquelles le FMI a échoué déjà maintes fois auparavant. Comment se fait-il que les cadres politiques dirigeants de tout un continent, les acteurs, qui portent la responsabilité du *Fonds monétaire* depuis des lustres, font maintenant les mêmes fautes dans leur région qui ont conduit cette organisation – avant la crise actuelle – au bord de l'insignifiance? Donc, cela ne peut arriver que lorsqu'on veut aussi pousser délibérément sa propre région dans le chaos, pour en sortir comme vainqueur final de la compétition des nations – ou si l'on n'a vraiment pas compris ce qui s'est passé réellement et si l'on manque d'ouverture idéologique pour pouvoir le comprendre. Moi, je penche pour la deuxième explication.

Les gens désespèrent de la mondialisation, et la démocratie est sérieusement en danger

Vu cet échec de la collaboration entre Etats, on peut constater clairement que ce n'est pas seulement la pression directe des lobbyistes qui ramène systématiquement et de façon

Suite page 4

* *Heiner Flassbeck* est économiste. Depuis janvier 2003, il est économiste en chef (Chief of Macroeconomics and Development) auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) à Genève.

Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement

Résolution A/RES/63/303 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies* (Extraits)

L'Assemblée générale,

Notant la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, qui s'est tenue à New York du 24 au 30 juin 2009, et l'adoption, par la Conférence, du document final,

Décide d'entériner le document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, joint en annexe à la présente résolution.

Annexe

2. Nous réaffirmons les buts des Nations Unies tels qu'ils sont énoncés dans la Charte, notamment ceux qui consistent à «réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire» et à «être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes». […]

3. Les pays en développement, bien qu'ils ne soient pas à l'origine de la crise économique et financière mondiale, n'en subissent pourtant pas moins les répercussions de plein fouet. Les avancées réalisées ces dernières années dans les domaines économique et social, en particulier au regard des objectifs de développement arrêtés sur le plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, sont désormais compromises dans les pays en développement, en particulier les moins avancés.

Face aux menaces que fait peser la crise, il faut préserver et mettre en valeur les progrès accomplis, qui avaient été en partie stimulés par la forte croissance économique connue par de nombreux pays. Nos entreprises doivent être motivées par la nécessité de faire face aux conséquences de la crise sur le plan humain, à savoir l'augmentation du nombre pourtant déjà inacceptable de personnes pauvres et vulnérables, femmes et enfants en particulier, qui souffrent et meurent de la faim, de la malnutrition et de maladies évitables ou curables, la montée du chômage, la réduction de l'accès à l'éducation et aux services de santé, et les lacunes que présente actuellement la protection sociale dans de nombreux pays. Les femmes connaissent aussi une plus grande insécurité financière et doivent assumer des responsabilités familiales plus lourdes. Ces coûts particuliers sur le plan humain nuisent considérablement au développement et à la sécurité commune des personnes touchées. Pour que le relèvement soit équitable partout dans le monde, tous les pays doivent participer pleinement à l'élaboration d'interventions appropriées. […]

5. La paix, la stabilité et la prospérité sont indissociables. A l'heure de la mondialisation de l'économie, toutes les nations sont plus étroitement liées que jamais. Du fait de la portée planétaire de la crise, il est nécessaire d'intervenir rapidement et de manière résolue et coordonnée pour s'attaquer à ses causes, atténuer ses effets et renforcer ou établir le cas échéant les mécanismes voulus pour tenter d'empêcher qu'une telle situation se reproduise à l'avenir. […]

Une action rapide et décisive est nécessaire

11. Nous nous engageons à travailler solidairement à une réponse mondiale coordonnée et détaillée à la crise et à prendre notamment à cet effet les mesures visant à:

- Rétablir la confiance, relancer la croissance économique et créer le plein-emploi productif avec un travail décent pour tous;
- Sauvegarder les acquis économiques, développementaux et sociaux;
- Offrir aux pays en développement une aide adéquate pour qu'ils remédient aux impacts humains et sociaux de la crise, de façon à préserver et valoriser les gains durement acquis jusqu'à présent sur le front de l'économie et du développement, notamment s'agissant des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;
- Assurer la viabilité à long terme de la dette des pays en développement;
- Chercher à fournir aux pays en développement des ressources suffisantes, sans conditionnalités injustifiées pour leur développement;
- Rétablir la confiance dans le secteur financier et relancer les opérations de prêt;
- Faciliter et revitaliser un commerce et un investissement ouverts et rejeter le protectionnisme;
- Faciliter une reprise sans exclusive, attentive à l'environnement et durable, et apporter un soutien constant aux efforts que font les pays en développement en matière de développement durable;
- Renforcer le rôle du système des Nations Unies face à la crise économique et à son impact sur le développement;
- Réformer et renforcer au besoin le système financier et économique et l'architecture financière internationale pour les adapter aux difficultés actuelles;
- Encourager une bonne gouvernance à tous les niveaux, notamment dans les institutions financières internationales et sur les marchés financiers;
- Remédier aux effets humains et sociaux de la crise. […]

Endiguer les effets de la crise et améliorer la capacité de récupération mondiale future

21. La crise n'affecte pas seulement les secteurs économiques et financiers. Nous en constatons les effets humains et sociaux et nous observons les problèmes qui se posent quand on cherche à y remédier. Des mesures à court terme doivent tenir compte des objectifs à long terme, en particulier ceux qui concernent l'élimination de la pauvreté, le développement durable, la protection de l'environnement et l'obtention de ressources énergétiques propres et renouvelables, la sécurité alimentaire, l'égalité entre les sexes, la santé publique, l'éducation et la croissance économique soutenue, notamment le plein emploi productif et le travail décent pour tous. Le renforcement des filets de sécurité sociale qui existent déjà, la création de nouvelles formes de protection là où elles sont nécessaires, et la préservation des dépenses sociales sont des conditions importantes d'un développement centré sur l'homme et de la solution des problèmes humains et sociaux déclenchés par la crise. Nous réaffirmons notre volonté de réaliser à temps les objectifs de développement dont nous sommes convenus au plan international et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. […]

23. […] Nous constatons le rôle unique que joue l'Organisation, qui est une tribune universelle propre à faciliter une meilleure compréhension de l'impact social et économique de la crise et à dégager les réponses adéquates. […]

26. Pour surmonter la présente crise, il nous faut également exploiter tout le potentiel que représente le commerce en tant que moteur d'une croissance et d'un développement économiques soutenus. À cet égard, nous réaffirmons notre engagement au service d'un système commercial multilatéral qui soit universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable. Nous redisons que le commerce international est le moteur du développement et d'une croissance économique soutenue. […]

* adoptée à la 95e séance plénière, le 9 juillet 2009 [sans renvoi à une grande commission (A/63/L.75)]

«Les crises économiques et leurs …»
suite de la page 3

répétée la politique dans la mauvaise voie. Dans ces relations interétatiques, il n'y a guère d'avantages commerciaux directs qui seraient encouragés par l'agenda néolibéral des créanciers. La privatisation est certainement un des champs d'action où les entreprises multinationales ont des intérêts massifs. Les réductions de prestations de l'Etat pour les plus pauvres par contre, et cela jusqu'au point où l'économie du pays débiteur s'effondre, ne présentent pas non plus d'avantage pour les entreprises. Et lorsque finalement – comme en Amérique latine – des gouvernements de gauche sont élus à la suite de l'agenda néolibéral surmené, les lobbyistes auraient atteint tout le contraire de ce qu'ils voulaient.

Non, c'est le manque de compréhension de ce système complexe de l'économie mondiale qui explique même dans les milieux de gauche l'échec permanant de la politique. Nous n'avons pas de politiciens capables de faire de la politique dans l'économie mondiale et nous n'avons pas d'économistes capables de concevoir un design pour cette économie mondiale. Ainsi, l'économie mondiale avance vers l'avenir, toujours de nouveau touchée sans préavis par des crises globales et régionales comme par des gros météorites venant de l'espace. Et le simple citoyen reste sur le carreau – et finalement aussi la démocratie.

Pour les uns des richesses incroyables et les autres un revenu misérable: c'est ce qui met en danger la démocratie

Lorsque l'économie mondialisée n'est plus comprise que comme un système qui apporte aux uns des richesses incroyables et au grand reste au meilleur cas la stagnation ou un revenu misérable, la démocratie est en danger. Démocratie veut dire aux yeux de la plupart des êtres humains non pas seulement qu'ils peuvent élire tous les quatre ans et supporter entre temps ce que l'agenda néolibéral leur demande. Au plus tard depuis la crise financière de 2008, beaucoup de gens ont compris que c'était une grande illusion d'espérer la fin de l'euphorie sur les marchés financiers et que la richesse de quelques uns leur servirait finalement aussi. La deuxième crise, qui vient juste de commencer, leur prendra aussi l'espoir qu'au moins l'Etat démocratique serait en mesure de diriger les choses dans la bonne direction. Mais quoi alors?

Rendre la mondialisation plus maniable à travers l'Etat-nation

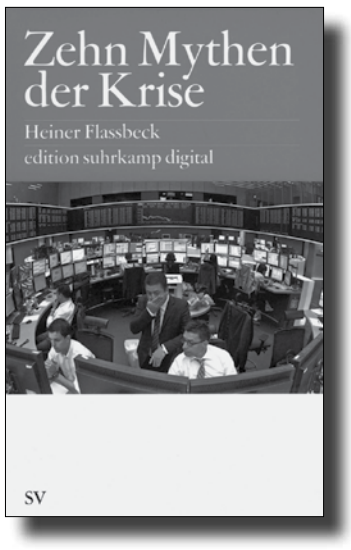
Alors la porte sera grande ouverte pour toutes sortes d'enjôleurs. Ceux qui essayent de profiter de l'échec de la mondialisation auront du succès. Car qu'est-ce qui viendra après l'ère de la mondialisation? La réponse naturelle, pour ainsi dire, serait le retour à l'Etat-nation. Cela ne serait pas mauvais, si des voies simples et tolérantes existaient pour renationaliser un peu le monde globalisé et le rendre de cette façon plus maniable politiquement. Mais il ne peut y avoir de telles voies simples et tolérantes dans un monde dans lequel tant d'êtres humains ont quitté leur patrie et ont ainsi misé leur destin sur l'économie mondialisée. Ils ont émigrés de leurs pays dans l'espoir qu'à la fin, à cause du succès économique de toutes les parties de la population, on ne leur refuserait pas la reconnaissance comme citoyens égaux et c'est eux qui risquent de devenir les vraies victimes de l'échec de la coordination internationale.

Si les signes au mur, qu'on peut voir en Europe comme en Amérique, ne trompent pas, les nouveaux mouvements de la droite qui poussent partout comme des champignons ne s'arrêteront pas à rendre responsable la forme actuelle de la mondialisation pour toutes les soucis des hommes. Ils feront un ou plusieurs pas de plus et déclareront les «autres» comme coupables. Ainsi que l'Europe politique survit à travers le temps en désignant des «coupables» et en les mettent au pilori, ainsi ils donneront la responsabilité aux «étrangers» et aux influences étrangères et beaucoup de gens les suivront, parce qu'ils n'acceptent pas, à juste titre, de devoir personnellement porter la responsabilité pour le grand échec. Bien sûr la stratégie populiste de la droite ne donnera pas plus de succès économique au monde, parce qu'un Etat-nation qui utilise une théorie inadaptée n'a pas plus les pieds sur terre que l'économie mondialisée. Si la démocratie survit à tout cela, est une question qui reste ouverte.

La démocratie doit avoir la force de diriger le processus dans le sens du bien commun

Dans cent ans, on cherchera des explications pour l'échec politique et économique du début du XXIe siècle. On dira que le manque de volonté politique de diriger tous ensemble une économie mondiale aura été la cause la plus importante. Que cela aurait pu être notre manque de capacité de comprendre des rapports économiques complexes, et notre manque de bonne volonté de les transformer en une politique sans idéologie, une fois de plus – comme déjà concernant la situation au début du dernier siècle – personne ne le croira. Les historiens chercheront des faits et non pas des idées qui manquent. Il nous reste l'espoir d'une nouvelle génération critique qui ne se contente pas de formules toutes faites, mais qui veut aller au fond des choses sans compromis et avec la capacité, propre aux êtres humains, à la pensée logique. Peut-être, nous en avons vu des débuts sur la place Tahrir au Caire, dans le parc Zuccotti à New York et sur la Plaza Italia à Santiago du Chili.

A ce stade, je ne veux pas essayer de démontrer des propositions concrètes qui découlent de mes réflexions. Je l'ai fait en détail en d'autres circonstances, sans que ces propositions aient été reprises aussi largement que nécessaire. Il s'agit aujourd'hui plutôt de s'interrompre, d'enlever la pression du temps et l'hystérie pour se rendre



ISBN 978-3-518-06220-3

d'abord compte de ce qui se passe. Il s'agit tout d'abord d'un diagnostic juste des problèmes du système économique dans lequel nous vivons. Il s'agit dans un deuxième pas aussi de reconnaître que «l'économie» ou bien «le capitalisme» ou encore «l'économie du laissez-faire» ne doivent être que des instruments utilisés par la société pour subvenir à ses besoins. Il s'en suit que le «capitalisme» nous appartient, c'est-à-dire à la société. Et lorsque nous reconnaissons que nous ne le maitrisons pas et qu'il nuit plus qu'il n'est utile, on peut bien sûr, dans l'intérêt de la communauté, le changer – au moins aussi longtemps que la démocratie existe encore et que la majorité des humains le désirent.

Ce qui manque ce ne sont pas les propositions de solutions, mais la bonne volonté chez beaucoup trop de gens trop puissants, de se séparer de leurs intérêts et de leurs vieilles connaissances pour donner une chance réelle à la discussion ouverte dans une société ouverte. •

Source: Epilogue de: Heiner Flassbeck. *Zehn Mythen der Krise*. Editions Suhrkamp, Berlin 2012

(Traduction *Horizons et débats)*

Suisse: débat en faveur de la neutralité armée

La neutralité armée contribue au maintien de la paix aussi naturellement que les casques bleus de l'ONU dans d'autres parties du monde

Extraits du débat au Conseil national

hd. En 2013, le peuple suisse votera sur l'initiative pour la suppression de l'armée lancée par le GSsA (Groupe pour une Suisse sans armée). Les 11 et 12 décembre, le Conseil national a débattu de cette initiative et a finalement recommandé son rejet par 121 voix contre 56 et 3 abstentions. Ci-dessous nous publions quelques-uns des excellents arguments qui ont été avancés par nos parlementaires.

«La liberté et les droits sont importants et me tiennent aussi à cœur. Mais il ne faut pas pour cela oublier les devoirs.»

von Graffenried Alec (Verts, BE): La Suisse se plaint de soi-disant dangers extérieurs qui menacent son identité. Mais son identité est aussi menacée de l'intérieur, par la mise en danger du système de milice, qui me tient à cœur. Dans notre société, la tendance va en direction de toujours plus d'autonomie, la liberté par dessus tout! La suppression de l'obligation de servir serait un acte de libération pour les concernés, un devoir de moins. Pourtant on perdrait en même temps un beau morceau du sens des responsabilités et d'identité.

Qu'est-ce que cela a à faire avec l'obligation générale de servir? L'obligation générale de servir favorise la conscience pour le travail bénévole, favorise aussi la conscience de l'importance de notre système de milice. Le système de milice est le pilier principal de notre société et de notre système politique. Ni les communes, ni les pompiers, ni les associations ne fonctionneraient sans travail bénévole. Un pays comme la Suisse dépend de personnes qui – et ici vous tous le savez – font davantage que ce qu'on leur demande.

Ne me comprenez pas de travers. La liberté et les droits sont importants et me tiennent aussi à cœur. Mais il ne faut pas pour cela oublier les devoirs. Le devoir de mettre un certain temps de sa vie au service de la communauté favorise le sentiment de solidarité. Le mélange de différentes couches sociales et de nouvelles connaissances allant par dessus les frontières linguistiques représente un ciment pour notre pays.

C'est la raison pour laquelle je m'oppose à la suppression de l'obligation de servir. […]

«L'obligation générale de servir dans l'armée de milice n'est pas simplement une idée du passé.»

von Siebenthal Erich (UDC, BE): Par l'obligation générale de servir, la population entière est représentée. Le soldat qui fait du service militaire, peut ensuite retourner à son poste de travail. La compréhension mutuelle et la confiance sont ainsi renforcées. […]

L'obligation générale de servir dans l'armée de milice n'est pas simplement une idée du passé. Non, c'est le seul instrument qui justifie aussi à l'avenir l'investissement et le rendement pour notre pays unique dans sa singularité. […]

«La politique de sécurité sera aussi à l'avenir un devoir commun de toute notre population.»

Büchler Jakob (PDC, SG): […] Le système de milice a fait ses preuves, il doit et peut être développé et modifié. Les liens avec notre société sont importants et vont dans la bonne direction. L'armée représente aussi une coupe transversale de notre société, de toutes les classes d'âge et de toutes les catégories. La politique de sécurité sera aussi à l'avenir un devoir commun de toute notre population. […]

Qui a des droits, a aussi des devoirs. L'obligation générale de servir en fait partie.

Que pourrait faire une armée de 25 000 à 30 000 hommes? Je ne peux tout simplement pas me imaginer une armée qui tiendrait entièrement dans le Stade de Suisse. Les missions ne pourraient plus être remplies; pensez aux catastrophes naturelles. Le recrutement ne serait possible qu'avec de grosses incitations. Les frais de gestion du personnel augmenteraient massivement. Une armée de métier – et c'est ce qui résulterait de cette initiative populaire – de 50 000 hommes coûterait uniquement en frais de gestion du personnel environ 5 milliards de francs par an. S'y ajouteraient l'équipement, l'infrastructure et le fonctionnement, ce qui ferait encore plusieurs milliards de plus. […]

Il y a assez de menaces, je ne veux pas les énumérer. Il y a des risques. Et qui est prêt à partir en mission en cas d'engagement réel? Dites-le-moi! Qui ira en mission comme volontaire en cas d'engagement réel?

Les conséquences négatives seraient aussi terribles pour les cantons et les communes. Les engagements de l'armée et de la protection civile lors de catastrophes naturelles, où que ce soit, ne seraient plus possibles. Il faut que l'armée puisse s'exercer pour être capable de faire à court terme de tels engagements ciblés et d'importance cruciale. Il s'agit de vies d'hommes, de la protection de l'infrastructure et d'autres choses semblables.

«Le fait d'assumer cette obligation est un acte de solidarité face à la société lequel ne doit pas être sacrifié à l'individualisation croissante et à la désolidarisation.»

Vogler Karl (PDC, OW): […] Etre citoyenne ou citoyen d'un Etat signifie – on l'a déjà dit – ne pas seulement avoir des droits mais aussi des responsabilités et des devoirs envers cet Etat. En Suisse, l'obligation de servir en fait partie. Le fait d'assumer cette obligation est un acte de solidarité face à la société lequel ne doit pas être sacrifié à l'individualisation croissante et à la désolidarisation. Indépendamment de la toile de fond sociale et économique, l'obligation de servir doit être préservée dans son principe. Quand il s'agit d'engager l'armée dans des situations de crise et des catastrophes civiles, il n'est pas tolérable que des individus se dérobent à leurs devoirs. C'est, je l'ai dit, un acte de solidarité requise face à la société. […]

L'armée de milice et l'obligation de servir ont une fonction de cohésion et d'intégration primordiale – même si cela semble à première vue un peu démodé. Le fait de saper, voire de supprimer notre armée par cette initiative correspondrait à abandonner notre conception fondamentale de l'Etat suisse.

«Milice signifie aussi contrôle. […] Nous ne voulons pas d'Etat dans l'Etat, pas de caste militaire indépendante»

Hess Lorenz (PBD, BE): […] La milice a encore une toute autre fonction. Milice signifie aussi contrôle. Aussi longtemps que les citoyens et citoyennes de l'Etat sont intégrés dans ce système, un contrôle automatique des excès et des évolutions négatives aura lieu dans chaque direction. Nous voulons ce contrôle, nous ne voulons pas d'Etat dans l'Etat, pas de caste militaire indépendante, qui échappe à la vie politique et civile.

Nous ne voulons pas non plus de société à deux vitesses concernant les volontaires. Observez les pays, dans lesquels il n'y a pas d'obligation de servir. Il est bien clair qui se portera volontaire: ceux qui ne trouvent pas de place d'apprentissage ou de travail et ceux qui ne voient pas d'autres possibilités décident d'aller à l'armée. Ceux qui ne se voient pas obligés et qui ont d'autres opportunités peuvent organiser leur avenir différemment. Voulons-nous vraiment une telle société à deux vitesses? Non, nous vivons du fait qu'il y a certains devoirs qui valent pour tous, et cela n'a jusqu'à présent jamais fait de mal. […]

«C'est uniquement avec l'obligation générale de servir que l'armée peut créer une cohésion nationale, une communauté précieuse et enrichissante de différentes langues, couches sociales et cultures. Une armée de soldats-citoyens limite le pouvoir de l'Etat.»

Hutter Markus (PLR, ZH): […] Le soldat-citoyen renforce la démocratie directe et une armée de soldats-citoyens limite le pouvoir de l'Etat. J'adresse ces mots tout spécialement à la gauche avec leur soi-disant démocratie de base: l'engagement pour le bien commun et la sécurité est un devoir très particulier qu'il faut assumer, éventuellement même en risquant le plus important bien du citoyen, c'est-à-dire sa vie.

Il s'agit d'un pilier fondamental de la Suisse, de l'alimentation de l'armée en tant qu'organisation structurée, bien formée, bien équipée et largement soutenue par un grand nombre de citoyens afin de protéger notre population.

C'est uniquement avec l'obligation générale de servir que l'armée peut créer une cohésion nationale, une communauté précieuse et enrichissante de différentes langues, couches sociales et cultures. Voulons-nous vraiment bazarder nos qualités typiquement suisses? Si l'on répond par l'affirmative à cette question, on méconnaît que c'est par une armée de milice avec obligation de servir que les performances exigées de l'armée peuvent le mieux être remplies; on méconnaît aussi que ce serait l'anéantissement de notre capacité de mobilisation – une capacité dont le monde entier nous envie.

Il n'y a aucune raison de changer notre système car il fonctionne bien. […]

«Le service militaire est un camp d'entraînement et une école de vie.»

Gmür Alois (PDC, SZ): Cela fait du bien à chaque Suisse de faire du service militaire. Moi-même j'ai fait plus de mille jours de service. Chaque fois que j'étais appelé au service, je devais faire un effort sur moi-même. Mais ces services ont toujours fait du bien au corps et à l'esprit. Le service militaire est un camp d'entraînement et une école de vie. Il renforce la solidarité entre les employés et les employeurs, entre les Suisses allemands et les Romands, entre les Rhéto-romans et les Tessinois. L'armée est davantage qu'une organisation de sécurité. L'armée renforce la solidarité au sein de la Suisse. L'obligation générale de servir fait du bien à chacun de nous et est utile à tous.

«L'armée et la neutralité sont les garants d'une politique de sécurité crédible de notre pays face à l'étranger.»

Bortoluzzi Toni (UDC, ZH): L'obligation de servir est une partie de notre politique de sécurité, de notre modèle de politique de sécurité, et ce modèle vise à empêcher que nous soyons impliqués dans des conflits armés. L'armée et la neutralité sont les garants d'une politique de sécurité crédible de notre pays face à l'étranger. A mon avis, la crédibilité de cette mission de sécurité ne serait plus garantie avec cette initiative et son contre-projet. C'est la raison pour laquelle il faut s'opposer aux deux propositions.

Pour les hommes astreints au service militaire l'engagement à l'armée est accompagné de l'apprentissage du métier de la guerre. C'est un devoir peu agréable, que l'on n'aime pas trop assumer volontairement. Je ne connais personne qui le fasse vraiment avec plaisir. C'est aussi la raison pour laquelle tout le monde n'est pas motivé à effectuer son service militaire.

Dans notre système de sécurité équilibré vers l'intérieur, complété par la protection civile et le service civil, le principe de milice est de grande importance. Les citoyens décident de la mission que les hommes astreints au service militaire doivent accomplir au sein de l'armée. Aussi longtemps que le citoyen est ou était lui-même soldat, il remplira la mission qu'il s'est donné lui-même avec retenue. Il est en tout cas certain qu'il ne fera pas d'expériences avec cet instrument de sécurité qu'est l'armée.

L'obligation de servir est d'ailleurs aussi de valeur inestimable pour la société. Les jeunes gens qui font du service militaire développent des compétences sociales comme il n'est guère possible de le faire ailleurs. Quand un groupe de 20 à 30 personnes de provenances très différentes, de professions et de langues différentes – plusieurs intervenants l'ont déjà mentionné – font leur service pour notre pays en commun et vivent ensemble dans un même dortoir, c'est une expérience très précieuse. Cela crée le respect et la tolérance réciproque, qui ne se manifestent nulle part de la même manière. J'ai de la peine à comprendre que ce fait ne soit pas pris en considération par la gauche politique.

Je regrette que ce ne soient plus qu'environ 65% des jeunes hommes qui participent à cette école de vie. La suppression du service militaire obligatoire exigée par cette initiative est selon moi le produit d'une considération et appréciation très superficielle de notre système politique, ou alors l'anéantissement voulu d'une société basée sur la liberté de l'individu.

C'est pourquoi je vous conseille de recommander le rejet de cette initiative. •

«La politique de sécurité sera aussi à l'avenir un devoir commun de toute notre population.» (photo keystone)

Source: *www.admin.ch*
(Traduction *Horizons et débats)*

«Il n'y pas de meilleur contrôle démocratique que quand le souverain forme lui-même l'armée»

«En tant que mère de deux fils, je soutiens l'obligation générale de servir»

gst. Lorsqu'en février 2011, l'initiative fédérale sur les armes a été soumise au peuple, c'étaient notamment les voix des femmes qui avaient aidé à clarifier les arguments, ce qui avait permis de revenir aux réflexions réalistes. C'était suite à l'initiative de quelques femmes parlementaires, qu'à l'époque un comité avait été fondé auquel avait adhéré en peu de temps plus d'un millier de femmes. Dans le débat actuel, pour le moment quelques personnalités féminines ont pris position.

Haller Vannini Ursula (PBD, BE): Si vous demandez à nos citoyennes et citoyens ce qu'ils attendent concrètement de notre armée, vous recevrez à peu près les informations suivantes:

– Ils souhaitent avoir une armée qui est capable de réagir vite et professionnellement à d'éventuels événements et conflits prévisibles, mais également à ceux qui ne le sont pas.
– Ils souhaitent avoir une armée qui est adaptée aux risques et menaces actuels; pas une armée qui se concentre en premier lieu sur le rejet d'une éventuelle attaque contre notre territoire, mais une armée qui a des réponses concrètes et adaptées face au terrorisme international, à la criminalité transfrontalière, à l'extrémisme toujours plus violent, à la cyberguerre etc.
– Ils souhaitent avoir une armée qui – en fin de compte – peut aider de manière subsidiaire les administrations civiles lors de situations de crise et de catastrophe, par exemple quand il s'agit de surmonter les conséquences dévastatrices des catastrophes naturelles dont le nombre augmente sans cesse.

Notre population souhaite donc une armée qui, grâce aux spécialisations, peut être engagée dans de très diverses situations, avec des effectifs qualifiés et techniquement à la hauteur.

Gössi Petra (PLR, SZ): Je suis convaincue que renoncer à l'obligation générale de servir coûterait plus cher à notre économie que maintenir le système actuel, puisque nous abandonnerions – sans y être obligés – une école de vie. L'armée est une école de vie pour la camaraderie. Elle offre des contacts dans toutes les régions de notre pays, dans toutes les régions linguistiques et dans tous les domaines de société et encourage ainsi la solidarité entre les régions. Elle offre la possibilité d'apprendre comment assumer la responsabilité pour soi-même ainsi que pour d'autres et comment fonctionner dans une communauté d'infortune.

La restriction à des volontaires réduirait d'un seul coup cette diversité. Ainsi également l'acceptation du système de milice disparaîtrait au sein de la population et la compréhension pour les différentes régions de la Suisse diminuerait. L'idée de solidarité en souffrirait.

Eichenberger-Walther Corina (PLR, AG): Le groupe parlementaire du PLR rejette cette initiative à l'unanimité et également les contre-projets – la motion de la minorité II (Hiltpold) est rejetée par une très grande majorité.

Le vivre-ensemble dans notre beau pays sûr est basé sur les droits et les devoirs des citoyennes et citoyens. Le service militaire est l'expression de ce devoir à l'engagement personnel, car les droits citoyens sont toujours liés à des devoirs citoyens. Les piliers fondamentaux de notre système de société sont la milice et l'obligation générale de servir qui ont fait leur preuve, et continuent à le faire, dans les périodes difficiles, mais aussi dans des situations volatiles, difficiles à saisir, menaçantes, comme à l'heure actuelle. […]

Nous avons défini le profil de performance dans le rapport sur la politique de sécurité et dans le rapport sur l'armée, ceci également dans le cadre général des instruments de politique de sécurité de notre pays, avant tout aussi vu le nombre réduit des effectifs des polices cantonales. Le système actuel permet des mobilisations sur mesure, c'est-à-dire qui ne nuisent pas à l'économie, dans le pire des cas allant jusqu'à 100'000 hommes; si la situation s'aggrave, les effectifs peuvent être rapidement augmentés.

Yvette Estermann (UDC, LU): […] Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui s'engagent pour l'armée de milice dans son état actuel. Je rencontre bien des jeunes gens très engagés, aussi à l'occasion de journées portes-ouvertes à l'armée et ils savent parfaitement ce qu'ils font et sont conscients de leurs responsabilités. L'argument, selon lequel nos jeunes ne veulent pas servir dans l'armée, ne me dit rien du tout. Encore une fois, un grand merci à tous ceux qui servent dans l'armée et qui s'engagent pour notre armée de milice telle qu'elle est aujourd'hui. […]

Je voudrais encore vous communiquer le message suivant: chaque pays a une armée, soit la sienne soit une autre.

Rosmarie Quadranti (PBD, ZH): […] En tant qu'ancien membre du Service complémentaire féminin (SCF), je pourrais bien être pour la suppression de l'obligation de servir, car j'ai moi-même été volontaire à l'armée. En tant que mère de deux fils, je pourrais également être pour la suppression de l'armée car ce qu'ils racontent à la maison de leurs cours de répétition, me cause bien des soucis. Ils racontent qu'ils n'ont souvent rien à faire ou alors des activités insensées. J'aurais donc de bonnes raisons d'être pour la suppression du service militaire obligatoire; cependant, je ne le suis pas. Je suis en faveur de l'armée, je suis en faveur de l'obligation générale de servir.

Car aujourd'hui, où le mode de vie est fortement concentré sur l'individu, il est bon qu'au moins les membres masculins doivent s'engager en faveur de la communauté. C'est comme un signe de notre temps de ne surtout pas diminuer cet engagement. Je suis convaincu que l'armée, dont il faut absolument discuter de la conception et de la mission, a une composante importante: l'encouragement de la solidarité, l'esprit communautaire et savoir s'intégrer dans une organisation, même si l'on n'a pas le choix de s'y opposer.

L'Armée doit se réformer, elle doit évoluer, mais, elle doit le faire sans abandonner l'obligation générale de servir. En principe, le système de l'obligation a fait ses preuves dans notre pays, malgré toutes les prévision alarmistes. Elle fait partie de notre système. L'armée permet de nouer des liens: on y rencontre des gens de toutes les couches sociales, parfois même au-delà des frontières linguistiques. Je suis certaine que cela aide à mieux se comprendre dans notre pays.

C'est pourquoi, je suis, moi aussi, très clairement opposée à l'initiative du GSsA.

Streiff-Feller Marianne (PEV, BE): […] La suppression du service militaire obligatoire reviendrait à mon avis à s'engager sur une mauvaise voie. Je vais brièvement vous expliquer pourquoi:

1. Sans obligation, il y aurait que peu de jeunes qui se porteraient volontaires pour l'armée. Et je doute que ce seraient les personnes aptes à cette tâche qui s'annonceraient.
2. S'il n'y a pas assez de volontaires, cela conduirait rapidement à une armée de métier qui provoquerait des coûts énormes.
3. Une armée de métier comporte le risque d'avoir un pouvoir supplémentaire dans l'Etat, ce qui pourrait conduire à une instabilité.
4. Avec la suppression du service militaire obligatoire, il n'y a pas seulement l'armée de milice qui disparaîtrait mais aussi un tas de compétences et savoir-faire précieux venant notamment de divers domaines professionnels.
5. L'armée de milice est un pilier de notre démocratie. En éloignant un pilier, on court le risque que toute la construction commence à vaciller, voire à s'effondrer.
6. Cela ne fait pas de mal, si des personnes avec des positions critiques face à l'armée et qui remettent en question certains aspects, assument leurs responsabilités dans cette institution.
7. La suppression du service militaire obligatoire contribuerait à la désolidarisation au sein de la société.

Je résume brièvement: l'armée de milice «à la façon suisse» est un champ d'apprentissage unique pour l'école de vie. Une armée avec des soi-disant bénévoles consisterait premièrement de personnes inaptes, deuxièmement, elle serait trop coûteuse et troisièmement, elle contribuerait à la désolidarisation de notre société. L'obligation de servir est indispensable du point de vue de la politique de sécurité, militairement nécessaire et socialement souhaitable. Par conséquent, pour moi et le PEV, la suppression du service militaire obligatoire n'entre pas en ligne de compte.

Je vous invite à rejeter l'initiative populaire et toutes les motions concernant d'éventuels contre-projets.

Pieren Nadja (UDC, BE): La sécurité et la stabilité politique ne vont pas de soi, mais sont une condition fondamentale pour le succès de la Suisse. Là, notre Armée a une importance centrale. Nous avons besoin de notre armée pour maintenir et renforcer notre autodétermination, pour protéger notre pays et notre peuple du mal et pour faire face aux catastrophes naturelles et d'origine humaine. Seule l'armée possède le personnel nécessaire et la capacité à nous garantir pour une longue durée, en cas de situations exceptionnelles, les services nécessaires pour notre protection et notre sécurité. Il n'y a pas de meilleur contrôle démocratique que quand le souverain forme lui-même l'armée. L'abandon du principe de milice, qui serait le résultat inévitable de la suppression de l'obligation de servir, affaiblirait massivement ce rôle démocratique de la Suisse. Nous continuons d'avoir besoin d'une armée moderne, bien équipée et bien formée, qui n'attaque personne mais qui défend notre indépendance et qui fait que la Suisse soit reconnue comme Etat avec un comportement prévisible et contribuant à la paix.

Afin de protéger notre peuple et notre pays, je dis clairement non, à cette initiative nuisible qui vise l'abrogation du service militaire obligatoire.

Glanzmann-Hunkeler Ida (PDC, LU): […] La Suisse a une Constitution qui a – au cas où quelqu'un l'aurait oublié – été approuvée par le peuple. Dans l'article 58, il est dit que la Suisse a une armée et que celle-ci est organisée selon le principe de l'armée de milice. Dans cet article, les tâches de l'armée sont énumérées. En outre, il est dit dans l'article 59 que tout homme de nationalité suisse est astreint au service militaire et que la loi prévoit un service civil de remplacement.

L'initiative en discussion exige l'abrogation du service militaire obligatoire. On se réfère à des pays européens en indiquant que l'armée de milice volontaire y fonctionne. Je me demande où cela est réellement le cas. En Allemagne, on a bien du mal à recruter des jeunes, et on est obligé de travailler avec une armée de métier. Au lieu de 50 000 hommes, on n'en trouve avec peine que 30 000. En janvier 2013, il y aura en Autriche un référendum concernant l'obligation de servir. Avec exactement les mêmes arguments que chez nous, la gauche tente de supprimer le service militaire obligatoire. Par chance, les partis conservateurs ont lancé un plébiscite. D'ailleurs, dans la plupart des pays, l'obligation de servir n'a pas été supprimée, mais uniquement suspendue, ce qui n'est pas la même chose.

Sur le site Internet des initiateurs de l'abrogation du service militaire obligatoire, il est dit que l'obligation de servir, c'est-à-dire l'Etat, force les jeunes gens à apprendre le métier de la guerre. Pourquoi ne sont-ils pas assez honnêtes pour dire également que notre armée sert à la sécurité de la population et du pays? Pourquoi ne disent-ils pas que les jeunes qui ne font pas de service militaire peuvent faire du service civil afin de rendre service à notre société? Pourquoi ne disent-ils pas qu'en cas de crise l'armée surveille les infrastructures sensibles? Pourquoi renoncent-ils de mentionner que l'armée a, en de nombreuses occasions, rendu d'énormes services lors de tempêtes et de catastrophes?

[…] Plus que jamais, je suis convaincue que tous les habitants de ce pays, et je n'en exclue pas les femmes, doivent au cours de leur vie mettre à disposition de la société une certaine partie de leur temps de travail. Je n'exclue pas la discussion concernant le service civil de remplacement, tel que le prévoit le contre-projet. Mais ce n'est pas le bon moment de présenter cela sous forme de contre-projet à cette initiative, sans discussion de fond et sans procédure de consultation au sein de la population. Je m'oppose à l'abolition de l'armée, même par petites tranches. L'armée a besoin de jeunes gens, aussi avec un effectif de 100'000 hommes. La Suisse a besoin d'une armée pour garantir la sécurité. Cela ne peut être assuré que par l'obligation de servir. C'est la raison pour laquelle je rejette cette initiative.

Si cette initiative était acceptée par le peuple et les cantons, les conséquences en seraient toutes autres. Il a déjà été dit que la Suède regrette sa décision, car elle a dû constater qu'elle manque de candidats pour le service militaire, et que ceux qui se portent volontaire ne sont pas ceux dont on a besoin, car ces personnes montrent des tendances militaristes inquiétantes. L'Espagne recrute à l'étranger, le Royaume-Uni dans les prisons. Il n'y a aucune raison évidente pour que ces problèmes de recrutement dans d'autres pays qui ont déjà supprimé l'obligation de servir devraient être épargnés à la Suisse. […]

Amaudruz Céline (UDC, GE): L'armée constitue un élément essentiel de notre sécurité. En réunissant des gens de tous les horizons sociaux et professionnels, l'institution dispose de compétences essentielles lui permettant d'intervenir en conciliant rapidité et efficacité. La surveillance d'objets soulageant les polices cantonales, le soutien aux populations frappées par des catastrophes naturelles, la sécurisation de sites menacés sont autant de prestations que seule une armée de milice telle que nous la connaissons peut proposer.

En cas de suppression de l'obligation de servir, elle ne serait plus composée que de militaires qu'on aurait sans doute de la peine à occuper en temps normal. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si pratiquement toutes les armées professionnelles sont des armées de projection, chose incompatible avec notre neutralité.

Pour conclure, au vu des expériences faites ici et là, il convient de refuser cette initiative, faute de quoi nous nous retrouverons avec une armée de délinquants commandée par des abrutis.

Source: *www.admin.ch*

(Traduction *Horizons et débats)*

«Surfer confortablement sur la vague»

Interview de Mária Huber *

Mária Huber (photo mad)

Une lutte pour le pouvoir fait rage autour de la Russie. Aussi sur le plan médiatique. La politologue Mária Huber critique le zèle de beaucoup de journalistes et elle dévoile des arrière-plans d'USAID, de Pussy Riot et des intérêts américains. L'éditeur de «Message», Lutz Mükke, a posé les questions.

Madame Huber, fin septembre, la Russie a renvoyé du pays après vingt ans l'Agence américaine pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID). Comment jugez-vous le reportage occidental sur cet acte en tant que spécialiste de l'Europe de l'Est?
Mária Huber: Regardez les gros titres. Souvent ils font comme si la Russie provoquait les Etats-Unis par cette action. En fait, c'est exactement le contraire depuis des années. Les dessous des cartes ne sont même pas analysés par les correspondants de Moscou. Les articles sur l'expulsion d'*USAID* citent des prises de positions apaisantes du gouvernement américain et les plaintes de groupes opposants. Au fond, il s'agit presque toujours d'une simple dichotomie bon-mauvais – bref, en deux mots: le méchant gouvernement russe expulse l'organisation USAID s'engageant pour la démocratie et les droits de l'homme.

Poutine vient de promulguer cet été une «loi sur les agents étrangers» vivement critiquée qui porte sur les ONG politiques financées par l'étranger. Trouvez-vous acceptable que l'opposition russe soit coupée du soutien occidental?
Dans ce cas-là, la réponse est sans aucun doute: oui. Car aucun Etat souverain ne permet des ingérences dans les affaires intérieures visant clairement un changement de gouvernement. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi les médias occidentaux ont décrit USAID pendant longtemps comme une agence pour la démocratie et les droits de l'homme. Apparemment, cela fait partie d'une image globale de l'opposition russe diffusée en Occident depuis quelques années. Les intérêts de la politique extérieure des USA en Russie n'y figurent pourtant pas.

* *Mária Huber,* née en Hongrie, a soutenu une thèse sur les théories et des stratégies de développement à l'Université de Constance. Elle a travaillé à l'Université de Tubingue comme assistante scientifique de 1973 jusqu'à 1983 et y a passé l'agrégation dans la discipline de science politique avec un travail sur la participation des travailleurs soviétiques dans les entreprises industrielles. Comme boursière de la communauté de recherche allemande, elle a fait plusieurs séjours d'études à Moscou et à Leningrad, et elle a vécu de 1988 à 1994 à Moscou où elle a écrit des articles sur l'URSS et la CEI entre autres pour «Die Zeit». De 1994, elle a occupé la chaire des relations internationales avec spécialisation en matière d'Europe de l'Est à l'Université de Leipzig jusqu'à sa retraite en 2008.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Des hommes politiques américains éminents ne cessent de souligner que la promotion de la démocratie serait une des méthodes les plus efficaces pour imposer à meilleur marché ses propres intérêts. *Michael McFaul,* ambassadeur américain à Moscou depuis le début de l'année, le formule ainsi: ‹Il y a une réelle corrélation entre les normes démocratiques partout dans le monde et l'augmentation de puissance des USA.›»

Des dizaines de milliers d'opposants ont manifesté pour la liberté de la presse et d'expression, contre la corruption, les manipulations électorales et la façon autoritaire de gouverner. Toutefois, ces requêtes ne sont pas toutes téléguidées par les USA.
Je ne mesure absolument pas l'ampleur de ces mouvements. Mais, je fais partie d'un petit nombre d'analystes qui font des recherches et auxquels ne peut échapper le fait que depuis des années, les acteurs américains essayent systématiquement d'instrumentaliser des groupes oppositionnels russes dans le sens de la politique extérieure américaine. Ils ont non seulement financé des centaines d'ONG dans le pays entier mais en ont aussi mis sur pied d'autres dans le même but de renforcer le potentiel oppositionnel. USAID a joué un rôle fondamental dans ce processus. Dans les rédactions allemandes, ce contexte est ignoré. On saisit par contre chaque petit projet, chaque petite protestation et on les présente comme s'ils faisaient partie d'un grand mouvement populaire contre Poutine. *Pussy Riot* par exemple a rempli le creux estival tout entier.

Quelle est votre critique par rapport au reportage sur Pussy Riot ?
Là aussi, je suis étonnée de la partialité des reportages. Certes, il y a eu ce procès juridique, et le fait que les trois doivent aller en prison pour une action si bizarre est inacceptable selon notre conception de la liberté d'expression. Mais on parle du cas de Pussy Riot comme si *Poutine* en était personnellement responsable. En outre, c'est à peine si quelque part on a fait remarquer, dans ce contexte, que leurs apparitions dans des lieux publics seraient aussi passibles d'une sanction, d'après le droit allemand.

Vous défendez donc la thèse que les opposants russes se laissent instrumentaliser par la politique américaine extérieure et que les correspondants à Moscou ne voient pas clair dans ce jeu-là.
Oui, les deux suppositions sont justes. Les USA encouragent un réseau gigantesque d'organisations, de fondations et d'organisations non-gouvernementales. Les programmes d'USAID sont en rapport avec la richesse en ressources de la Russie. Depuis que *Boris Eltsine* a quitté le devant de la scène, les USA sont à la recherche d'un nouveau partenaire fiable à Moscou qui leur donne accès aux marchés, aux entreprises et aux ressources russes. Poutine n'est certainement pas leur homme. Il l'a clairement montré par exemple par le procès contre *Khodorkovski.* Pour cette raison, on essaie maintenant de tirer profit des points faibles du système Poutine pour créer une atmosphère de protestation. Des hommes politiques américains éminents ne cessent de souligner que la promotion de la démocratie serait une des méthodes les plus efficaces pour imposer à meilleur marché ses propres intérêts. *Michael McFaul,* ambassadeur américain à Moscou depuis le début de l'année, le formule ainsi: «Il y a une réelle corrélation entre les normes démocratiques partout dans le monde et l'augmentation de puissance des USA.»

Le fait que les USA poursuivent des intérêts nationaux avec leur politique extérieure n'est rien de nouveau et en outre légitime.
Mais pourquoi les intérêts de la Russie ne rendraient-ils pas légitime qu'elle se défende contre de telles ingérences en mettant sous observation particulière les groupes d'intérêt, les instituts et les organisations financés par des capitaux empruntés et qualifiés d'agents de l'étranger? A titre d'exemple le *Juri Lewada Analytical Centre,* cité dans la presse occidentale souvent comme institut de sciences sociales indépendant, est cofinancé par la *National Endowment for Democracy* (NED). L'Agenda Setting est ainsi pratiqué par le biais d'enquêtes et de recherches.

Pourquoi nos correspondants ne seraient-ils pas enclins faire des recherches sur de telles ingérences?
Sur cela, je ne peux que spéculer. Peut-être pensent-ils qu'il est honorable de soutenir les mouvements de protestation avec des rapports unilatéraux.

Ces mouvements de protestation, ne s'agit-il donc pas là d'une chose honorable?
En Allemagne, cette attitude est sûrement fondamentale pour notre engagement de citoyen. Dans la politique extérieure américaine par contre, la promotion de la démocratie n'est pas une fin en soi, mais elle sert les intérêts géopolitiques. USAID œuvre d'après un programme calculé sans pitié. Surtout quand il s'agit de tels sujets, le journalisme devrait garder son indépendance au lieu de s'identifier de façon missionnaire avec un côté.

Pourriez-vous décrire de façon plus précise les activités financées par les USA en Russie et que les correspondants négligent ou taisent même?
Dans un rapport d'USAID de décembre 2010, on décrit tout à fait ouvertement et en détail comment la population devrait être mobilisée contre Poutine. Ceci s'est fait avec habileté par exemple par le biais de programmes de participation à la politique communale. Officiellement, on déclare qu'il y aurait un intérêt public à changer le rapport entre les citoyens et la politique. Aussi à travers des formations, des appels d'offre de projet et des incitations comme des bourses aux USA, des emplois au sein des ONG ou des séminaires pour de jeunes cadres supérieurs russes. Un réseau gigantesque d'organisations partenaires américano-russes a reçu et distribué des millions de dollars pour des projets bien ciblés, de la consultation juridique des participants et pour un travail de média à grande échelle.

Tout vise à attiser l'opposition contre Poutine dans les provinces. Pour qu'il n'y ait pas de malentendus, j'estime que beaucoup de protestations de l'opposition sont légitimes, mais j'attends des journalistes qu'ils ne soient pas uniquement contents de voir s'effriter le pouvoir de Poutine dans les provinces, mais qu'ils expliquent également le dessous des cartes.

Ce sujet n'est pas tout à fait sous-exposé. En 2005, lors de la révolution orange en Ukraine déjà, rien qu'en Allemagne, des rapports très bien documentés sur les arrière-plans financiers et organisationnels des mouvements d'opposition ayant renversé des présidents autoritaires en Serbie, en Géorgie et en Ukraine ont paru. Le magazine «Der Spiegel» a publié deux longs articles sur «Die Revolutions-GmbH» («La SARL de la révolution»). Vous avez écrit vous-même des articles sur ces arrière-plans dans l'hebdomadaire «Die Zeit».
Les mobiles des acteurs étrangers n'ont en aucun cas été mis en lumière, par contre le personnel international des militants révolutionnaires a été fêté. Toutefois, les articles basés sur des enquêtes de longue haleine, ont décrit les programmes d'entraînement coûteux pour des groupes de jeunesse opposants. Mais cela n'est sorti que des mois après les cris de joie. En particulier, les contributions du *Spiegel* ont débordé de lyrisme révolutionnaire. Je suis stupéfaite que malgré les nombreuses connaissances, disponibles entre-temps, sur les révolutions de couleur en Europe de l'Est, beaucoup de journalistes ne se sentent pas obligés de remettre en question de manière critique le rôle d'acteurs étrangers, aussi en Russie, tels que l'USAID. J'observe comme la plupart des correspondants de Moscou surfent sur une vague de critique politiquement bon marché contre le régime autoritaire de Poutine.

Les mouvements d'opposition russes sont pourtant bien trop différents pour être dégradés globalement au rang de cinquième colonne de Washington et des services secrets américains.
Dans les protestations en Russie, beaucoup de groupes jouent un rôle – des nationalistes, des anarchistes, des défenseurs radicaux du libre marché, des communistes bornés et des oligarques corrompus. Ce qui les unit tous, c'est leur hostilité envers Poutine, non pas l'amour pour la démocratie ou même une conception concrète pour savoir comment la Russie pourrait devenir un Etat de droit. Beaucoup d'ONG orientées vers le principe d'Etat de droit, telles que par exemple *Golos* et *Memorial,* sont pour leur part les obligées de bailleurs de fonds étrangers. Ou prenons l'*Institute for Urban Economics:* Il a été mis sur pied par l'USAID pour pouvoir influencer la politique fiscale et immobilière. Chaque année, il doit harmoniser ses projets avec l'USAID. On cherche en vain de tels rapports là-dessus dans les médias.

Supposons que les choses se déroulent comme vous le décrivez: Quelles en sont les raisons les plus profondes? Est-ce un manque de professionnalisme, de la naïveté, par exemple?
D'un côté, j'observe le penchant à faire la politique chez des correspondants engagés sous contrat à durée indéterminée. De l'autre côté, il me semble que beaucoup de correspondants, travaillant à la pige et à temps partiel, sont engagés dans le système d'ONG financés par capitaux étrangers.

Ils manquent d'indépendance pour pouvoir vraiment informer. Aucune rédaction crédible n'accepterait qu'un marchand de la marque de voiture X offre un test de voiture sur le nouveau modèle du concurrent Y. C'est cependant le cas dans le monde des ONG. C'est pourquoi il serait nécessaire, en particulier dans ce domaine-là, de veiller à ce que les domaines de relations publiques politiques et du journalisme soient séparés.

Qu'est-ce qu'un correspondant devrait investir pour faire des recherches sur les arrière-plans esquissés par vous?
L'effort est petit. Grâce aux flux financiers, beaucoup de rapports deviennent clairs. Si l'on veut par exemple savoir quelles organisations des droits de l'homme en Russie touchent de l'argent des USA, il n'y a qu'à se donner la peine d'exploiter des rapports annuels d'organisations partenaires d'USAID telles que NED ou *Freedom House.* De plus, il y a des documents de stratégies, des fiches d'informations et des évaluations dans lesquels certaines relations apparaissent clairement. En outre, il y a des experts scientifiques.

Mais la plupart des journalistes semblent être tellement pris par leur travail quotidien qu'ils ne prennent pas en compte des publications scientifiques comme la thèse d'habilitation de *Bernd Stöver.* Le livre, publié il y a dix ans déjà, est toujours actuel. Il examine en détail la «Liberation Policy» américaine pendant la Guerre froide. Le but de cette stratégie était la chute de gouvernements indésirables au moyen d'un mélange d'opérations cachées et ouvertes, de propagande et de mobilisation de dissidents, de groupes en exil et d'opposition intérieure. D'après mon estimation, c'est cela qui se passe, et rien d'autre, en Russie en ce moment, si l'on considère que les organisations comme USAID, NED et des fondations privées agissent à la place de la CIA comme acteurs principaux. •

Source: *message* 4/2012. *www.message-online.com*
(Traduction *Horizons et débats)*

Bibliographie:

Flottau, Renate et al.: Die Revolutions-GmbH. In: *Der Spiegel,* 46/2002, p. 178–199.

Huber, Mária: Demokratieexport nach Osteuropa: US-Strategien in der Ukraine. In: *Blätter für deutsche und internationale Politik,* 12/2005, p. 1463-1472.

Huber, Mária: Orange Ukraine in der Krise. In: *Europäische Rundschau* 1/2010, p. 29–41.

Stöver, Bernd (2002): *Die Befreiung vom Kommunismus. Amerikanische «Liberation Policy» im Kalten Krieg 1947–1991.*

USAID (2010): *Impact Evaluation of Local and Regional Governance Projects in Russia.*

Le droit d'avoir sa propre culture

«Actuellement, on assiste à la reconstruction des liens de la Russie avec son histoire, qui avaient été brisés» (Sergej A. Karaganov)

Ellen Barry

hd. Nous nous souvenons de ces années de violentes polémiques à propos de la Russie, mais n'avons que peu d'informations réelles quant au développement interne du pays. Notre pensée politique doit être élargie, pas seulement à propos de la Chine, mais aussi de la Russie. Le fait que le pays porte à nouveau son regard sur sa propre culture et son histoire risque de provoquer en Occident une fois de plus des prises de positions pleine d'arrogance. Mais l'Europe et les Etats-Unis ne feraient-ils pas mieux de se préoccuper du sort de leurs propres populations? Quelles perspectives leur offrent-ils? Quels développements? Où se trouvent les valeurs? Qu'est-il resté d'autre des riches cultures et de leur rayonnement que des débris?

Il faut plus de sens des réalités, mais aussi de garder les pieds sur terre.

Pendant plus de douze ans, *Vladimir V. Poutine,* le principal dirigeant de la Russie, a appliqué le même pragmatisme sévère dans une série de difficultés – les guerres sécessionnistes, la guerre du gaz, les oligarques réticents et un rouble en perte de vitesse.

Il se trouve maintenant devant un problème inconnu jusqu'alors et qui se présente comme un grand défi pour son esprit formé par le KGB. Après six mois de règne dans son troisième mandat et une série de manifestations dans les rues, il lui faut une idéologie, une idée suffisamment puissante pour consolider le pays autour de son pouvoir.

Une des rares stratégies apparues au cours des derniers mois est l'effort entrepris pour mobiliser les éléments conservateurs de la société. On remet à l'honneur les milices cosaques, les membres des administrations régionales s'efforcent de mettre en place des programmes «d'éducation patriotique» et dans les grandes villes des cercles de discussion slavophiles ont vu le jour, sous le slogan «donnez-nous une idée nationale».

Selon les explications de *Dmitri S. Peskov,* secrétaire de presse et proche conseiller de Poutine, dans une interview: «Il réfléchit certainement à une conception du monde, celle-ci est tout aussi important que le patriotisme. Sans un élan du peuple, sans sa confiance, on ne peut s'attendre à ce que les efforts et tout le travail entrepris, soient récompensés et aient des conséquences positives.»

Les conceptions se transforment aussi au sein de la classe dirigeante. A la place de la conception de modernisation occidentale, défendue par le président *Dmitri A. Medvedev,* on engage des discussions sur la «post-démocratie» et la nostalgie de l'empire. Les conceptions qui furent imposées au pays il y a vingt ans, que la Russie devait s'efforcer d'imiter les institutions libérales de l'Occident, sont remises en question par les intellectuels les plus importants.

On ne parle plus qu'avec dédain des «valeurs occidentales». Chaque année, des scientifiques venus du monde entier se rassemblent lors d'une rencontre de la société de discussion Valdaï, où, au cours d'un riche dîner, ils peuvent bombarder Poutine de questions pendant des heures. Cette année-ci, il y eut selon Peskov que peu de questions concernant la démocratie et les droits de l'homme – du fait que ces questions ne présentent plus d'intérêt. Et Peskov d'ajouter: «Les experts du monde perdent aujourd'hui leur intérêt pour une série de questions brûlantes. On en a assez de discuter des droits de l'homme, c'est un sujet traditionnel et ennuyeux qu'on ne met plus sur l'ordre du jour.»

Les événements de l'année dernière ont donné un regain d'intérêt aux discussions antioccidentales. La crise de l'endettement a enlevé à la zone euro son attractivité comme modèle économique et politique. Les révoltes arabes ont provoqué un fossé intellectuel entre la Russie et les Etats-Unis. L'église orthodoxe russe voit l'Occident dans le rôle de celui qui crée de dangereuses crises dans le monde.

Selon Peskov, Poutine «comprend parfaitement qu'il n'existe pas de valeurs occidentales générales» et qu'il considère la période présente comme une crise grave de l'histoire.

«Nous vivons un effondrement violent des cultures en Europe, moins aux Etats-Unis et en Amérique latine», déclare Peskov. «Mais il existe en Afrique comme en Europe, et nous sommes déchirés par ces contradictions. Comme il n'existe pas d'harmonie dans la coexistence des différentes cultures, il n'est pas possible de la mettre en place. La vague de révolutions au Maghreb, au Proche-Orient, dans le Golfe, au Yémen ont mené à la catastrophe.»

S'il est vrai que la Russie n'envisage pas de se détourner de l'Occident dans sa politique extérieure, il n'en reste pas moins qu'elle ne tolérera pas qu'on se mêle de ses affaires internes, explique Peskov.

Ce message est clair. Toutefois, il est difficile de savoir à quels changements concrets on aura à faire dans un pays dont les dirigeants politiques et économiques possèdent des maisons en Europe et y envoient leurs enfants pour y étudier.

Lors d'une discussion sur «la nationalisation des élites» en septembre, un député proche du Kremlin, proposa d'interdire aux fonctionnaires de posséder des terrains à l'étranger, du fait que cela les engageait face aux gouvernements étrangers et que cela pouvait les mener à trahir la Russie. Cette proposition fut l'objet d'une opposition marquée, y compris de Medvedev. Elle reste pour l'instant en suspens.

Selon Peskov, Poutine lui-même n'aurait pas de position claire à ce propos et n'aurait pas encore pris de décision.

Il a déclaré que «quand on travaille pour l'Etat – notamment quand on revêt un poste important – et qu'on pratique des investissements à l'étranger, on peut être facilement l'objet d'influences, ce qui peut être dommageable pour l'Etat. On n'est donc pas fiable dans la capacité de résistance au profit des intérêts de l'Etat. Par ailleurs, il est vrai qu'il est beaucoup meilleur marché d'acheter un appartement en Bulgarie qu'à Moscou. Il y a de grands débats à ce sujet.»

Alexander Rahr, l'un des experts ayant pris part aux discussions de Valdaï, et auteur d'une biographie de Poutine, a estimé que quelque chose de plus profond se dessinait, même si Poutine avait profité politiquement du fait de tenir un langage conservateur.

Selon Rahr, «il prépare pas à pas les Russes à comprendre que la Russie ne fait pas partie de l'Occident, qu'elle n'appartient plus à la culture occidentale et à l'Europe, comme cela avait été proposé dans les années quatre-vingt-dix. Il prépare les Russes à autre chose. Il est actuellement difficile de dire à quoi.»

Publiquement, Poutine s'est exprimé en faveur d'une recherche d'idées patriotiques. Lors d'une rencontre en septembre, destinée à lancer une «éducation patriotique», il a expliqué que le conflit entre la Russie et ses adversaires concernant «l'identité culturelle, les valeurs spirituelles et un code de morale» prenait de l'ampleur.

Selon la revue «Rossivskaya Gazeta», Poutine a dit que «l'on n'avait pas affaire à une sorte de phobie, mais à une réalité.» «C'est une forme de concurrence à laquelle sont confrontés de nombreux pays, tout comme celle concernant les ressources en matières premières. On déforme la conscience nationale, historique et morale, ce qui conduit à une faiblesse provoquant un effondrement et la perte de souveraineté du pays.»

Ce thème a été repris ce mois-ci, à l'occasion du 400e anniversaire de la révolte ayant permis de chasser l'occupation polono-lituanienne et d'en finir avec ce que les Russes appellent «le temps des désordres».

Ce message semble correspondre à cette période suspecte de l'année au cours de laquelle des groupements d'utilité publique sont taxés d'«agents étrangers» et quand la définition juridique de traîtrise est étendue aux «aides aux organisations internationales».

Dans une vidéo qui va être présentée dans des classes de l'école secondaire supérieure, l'un des plus proches collaborateurs de Poutine, *Sergei Naryshkin,* porte-parole de la chambre basse du Parlement, présente les occupants occidentaux du passé, accompagné d'une musique sombre et d'images montrant une fillette du village morte, des maisonnettes en bois incendiées et un enfant tapis dans un coin.

A la demande de Moscou, les fonctionnaires de l'Etat se lancent dans la présentation de programmes patriotiques spécifiques. A Rostov sur le Don le ministère de l'Education envisage d'organiser des bals costumés dans le style empire du XIXe siècle. A Novosibirsk, des fonctionnaires ont proposé un nouveau jour férié dénommé «journée où sont surmontés les désordres». Des députés de Volgograd ont instauré une commission destinée à traiter les questions de l'éducation patriotique, de l'idéologie et de la propagande.

Sergei A. Karaganov, doyen de l'école supérieure de l'économie à Moscou, estime que Poutine dépensera dans les années à venir beaucoup d'énergie à la recherche d'une «série d'idées renforçant le sentiment d'unité» qui devront convaincre la population et la classe dirigeante.

Selon Karaganov, Poutine «est un penseur pragmatique – proche de la réalité –, mais dans une certaine mesure il faut lui proposer une vision. Il est incontestable qu'actuellement on assiste à la reconstruction des liens de la Russie avec son histoire, qui avaient été brisés.»

Une des difficultés de ce projet consiste dans le fait que les moments de gloire et d'unité de la Russie apparaissaient le plus souvent quand le pays était attaqué de l'extérieur.

«La Russie se trouve dans une situation fantastique, étrange et fort curieuse – le pays n'a pas d'ennemis.» A propos des Etats-Unis, Karaganov ajouta: «Leur pays s'est formé avec peu de mots dans la Constitution. Notre pays s'est formé dans la défense, et brusquement, on reste sans nouvelle menace.» •

Source: © «The International Herald Tribune» du 21/11/12

(Traduction *Horizons et débats)*

Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes

Extrait du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 – 1re partie

Art. 1

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.
2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

La Russie veut trouver sa place sans confrontation

La Russie doit trouver sa place dans la transformation géopolitique, en évitant la confrontation, a estimé le président russe *Vladimir Poutine.*

Comme le président l'a dit lors d'une rencontre avec ses personnes de confiance, la Russie peut – avec son immense territoire, avec ses traditions et son économie croissante – faire partie de la transformation géopolitique.

«Mais nous devons le faire par des moyens modernes, sans confrontation, par la promotion et la défense de nos propres intérêts nationaux, tout en tenant compte des intérêts de nos partenaires.»

Concernant la Russie, on utilise souvent les clichés suivants: la Russie n'est pas encore sortie définitivement de son passé communiste, sa démocratie n'est pas sérieuse et ses élections non plus, leur légitimité est remise en cause. Mais si la légitimité manque, la Russie n'a pas le droit de se prononcer sur la politique extérieure, dit-on. D'après Poutine, tout cela est aussi logique que quand on dit: Qu'est-ce qu'un homme, qui n'est pas officiellement enregistré, a à dire sur la musique de *Tchaïkovski*?

Poutine a ajouté que tout cela appartenait de plus en plus au passé. •

Source: *RIA Novosti* du 10/12/12

(Traduction *Horizons et débats)*

Poutine: au tournant de l'histoire, la Russie doit sauvegarder son identité nationale et culturelle

Les années qui viennent seront cruciales pour la Russie et le monde, car nous nous engageons dans une époque de changements, voire de chocs à l'échelle mondiale, a déclaré le président russe *Vladimir Poutine* lors de son intervention annuelle devant le Parlement.

«Je veux qu'on comprenne bien que les années à venir seront déterminantes, voire cruciales pour nous, mais aussi pour l'ensemble du monde qui s'engage dans une époque de transformations radicales», a souligné le chef d'Etat.

La Russie doit rester un Etat moderne et influent. «Dans le monde du XXIe siècle et dans un contexte de nouvelle répartition des forces économiques, civilisatrices et militaires, la Russie doit rester un pays souverain et influent» a dit Poutine. «Nous devons non seulement nous développer de façon durable, mais aussi sauvegarder notre identité nationale et culturelle pour ne pas se perdre en tant que Nation».

«Il y aura un terrain favorable à de nouveaux conflits économiques, géopolitiques et ethniques, la concurrence autour des ressources s'endurcira, non seulement concernant les métaux précieux, le pétrole et le gaz, mais avant tout concernant la ressource de l'homme et de son intellect», a déclaré Poutine. «Si l'on arrive en tête ou si l'on reste un marginal et perd inéluctablement son indépendance, ne dépend pas uniquement de son potentiel économique, mais surtout de la volonté de la Nation et de son énergie intérieure.»

«La Russie ne doit pas seulement être demandée au niveau géopolitique, elle doit encore renforcer ce facteur» a ajouté Poutine. «Elle doit être demandée par nos voisins et partenaires. C'est important pour nous-mêmes, cela concerne notre économie, notre culture, notre recherche et notre enseignement, notre diplomatie et surtout notre capacité d'agir collectivement dans l'arène internationale.»

«Cela concerne notamment notre force militaire, qui reste un garant de la sécurité et de l'indépendance de la Russie», a-t-il ajouté. •

Source: *RIA Novosti* du 12/12/12

(Traduction *Horizons et débats)*

27 pommiers

Des frères et des ambassadeurs pour les rapports culturels et amicaux entre la Suisse et la Russie

Erika Vögeli

Depuis 1946, l'ambassade suisse en Russie se trouve dans le nord-est du centre de Moscou, dans une maison urbaine du XIX[e] siècle. Elle héberge le logement privé de l'ambassadeur, les salles de réceptions officielles, le service politique, le service culturel, le bureau de l'attaché de défense ainsi que l'administration et le service économique.

Avec le début du changement politique et économique en Russie, cette représentation a gagné de plus en plus d'importance: en peu d'années, elle est devenue une des plus grandes et importantes ambassades de la Confédération.

Dans le «Newsletter der Schweizerischen Botschaft in der Russischen Föderation», l'ambassadeur actuel, *Pierre Helg,* en fonction depuis décembre 2011, décrit l'activité de l'ambassade: «De notre côté, à l'Ambassade, nous allons nous employer à maintenir les excellentes relations développées ces dernières années avec la Russie et continuer d'alimenter de manière ciblée et constructive notre dialogue multisectoriel (politique, économique, juridique, financier, notamment) initié en 2007. Nous accentuerons également nos efforts auprès des PME suisses en vue d'une présence plus marquée en Russie, notamment dans les régions. Nous entendons par ailleurs consolider nos activités culturelles à Moscou, mais aussi dans une série de villes de taille moyenne, à l'aide entre autres de notre nouvelle coordinatrice *Pro Helvetia.* Enfin, nous espérons intensifier nos interactions avec la communauté suisse en Russie, par exemple moyennant des présentations et des échanges de vues à la résidence avec nos compatriotes que nous pensons pouvoir être intéressés.»

D'après l'ambassadeur Helg, le gouvernement actuel avec *Vladimir Poutine* comme président et *Dmitri Medvedev* comme Premier ministre signifie: «Continuité, stabilité et modernisation du pays plus que processus démocratique et libertés individuelles. L'opposition politique russe naissante est évidemment sceptique. Mais les leaders des Etats du G-20, par exemple, observent qu'avec l'UE aujourd'hui financièrement fragilisée et avec les lendemains incertains d'un printemps arabe, une Russie prévisible est rassurante. Les investisseurs et opérateurs économiques étrangers et suisses partagent ces vues. En tout état de cause, il sera passionnant de suivre, les temps à venir, l'évolution politique de ce géant qu'est la Russie.»

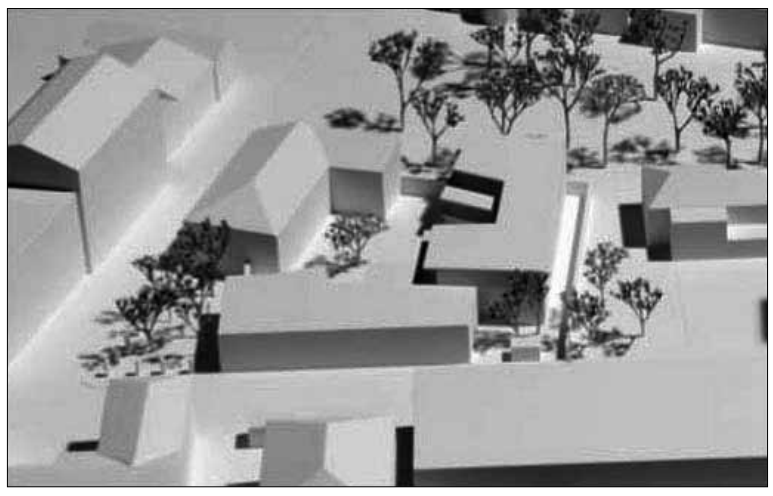
Le 22 février 2012, l'ancien président Medvedev avait souligné la qualité des rapports russo-suisses lors de la cérémonie de remise des lettres de créance: «Nos relations avec la Confédération suisse ont connu un essor remarquable ces derniers temps. Nos rapports remontent à il y a 200 ans. Nous avons eu beaucoup de contact au plus haut niveau et intensifié notre coopération humanitaire et économique. Nous sommes pleins de respect pour le statut de neutralité de la Suisse et pour son renom comme médiatrice responsable et honnête dans des situations très difficiles.»

Avec l'importance croissante de l'ambassade de Moscou, le volume de travail a naturellement aussi augmenté dans tous les domaines: il fallait venir à bout d'un nombre croissant de demandes de visas, de davantage d'activités dans le service de commerce etc. Un jeune visiteur constate de manière impressionnée la simplicité de l'ambassade: on a géré l'administration dans une salle provisoire, alors que les secteurs économique et scientifique se sont organisés dans le garage. En plus, il fallait louer des salles supplémentaires. Bref: l'espace à disposition était depuis longtemps déjà devenu trop étroit. Après que la Confédération ait pu acheter le terrain de l'ambassade en 2005, on a pris en mains des rénovations et des élargissements de tout le site.

L'ambassade suisse dans la Fédération de Russie dans le bâtiment datant du XIX[e] siècle. (photo mad)

Lors du concours de projets, que l'*Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL,* en coopération avec le *Département fédéral des affaires étrangères* DFAE et des représentants de la ville de Moscou, avait mis en adjudication, le jury s'est prononcé à l'unanimité, en 2008, pour le projet «Roses de Berne» de l'équipe *Brauen + Wälchli Architekten.*

Le bâtiment historique, rappelant avec son parc et ses jardins les temps du tsar, a été complété par un nouveau bâtiment. Le bâtiment historique et la nouvelle construction délimitent une grande cour intérieure. D'après la description du projet sur le site de l'OFCL, les façades du nouveau bâtiment «s'orientent dans leur aménagement et leur proportion selon la résidence existante. Les murs avec leurs fenêtres proportionnées d'après la tradition structurent la façade. Ainsi, la construction s'intègre discrètement dans le quartier et exprime la discrétion de l'ambassade.»



Maquette de la nouvelle construction: côté rue, il y a le bâtiment existant, à droite, il y a le nouveau bâtiment à la limite de la parcelle. Les deux délimitent une cour intérieure, au milieu de laquelle se trouve le pommier. (photo mad)

Dans le cadre des rénovations imminentes et de l'élargissement de l'ambassade suisse à Moscou, l'*Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL* et l'*Office fédéral de la culture OFC* avaient mis en adjudication un concours sur «l'art dans la construction» pour réaliser une œuvre pour l'ambassade.

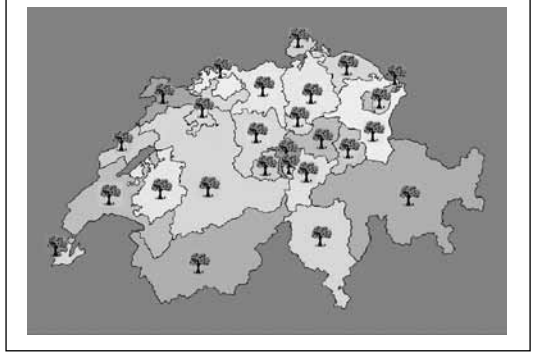
L'artiste vaudoise *Anne-Julie Raccoursier* l'a remporté. Sa proposition reprend le nom du projet «Roses de Berne» des architectes. Peut-être en référence aux jardins de l'époque tsarienne, un pommier de la sorte «rose de Berne» doit être planté dans la cour intérieure. C'est cette idée que l'œuvre proposée par Anne-Julie Raccoursier, «Bi-Location», reprend: au lieu d'une sculpture ou d'une œuvre, qui se trouverait seulement dans l'ambassade, elle a cherché une réponse conceptuelle, une chose qui existe aussi en dehors de l'ambassade – en Suisse – et qui crée un lien. A savoir une œuvre culturelle, créant des liens et diplomatique, qui met en avant les nombreuses relations et l'échange entre nos pays.

26 pommiers – un dans chaque canton – de la sorte «rose de Berne», tous cultivés par greffage du même arbre, comme celui qui sera planté lors de l'inauguration de la nouvelle ambassade en 2015, doivent grandir comme ambassadeurs des relations des deux pays et maintenir ce lien en vie. Jusqu'à présent, 7 arbustes ont été plantés (cf. encadré). Une photo de chaque arbre, avec l'histoire liée à celui-ci ou bien son lien avec la Russie, sera présentée dans l'entrée de l'ambassade rénovée et donnera à chaque visiteur un petit aperçu des relations variées des pays et des êtres humains. •

ev. Dans le canton de Thurgovie, le pommier a été planté sur le terrain de la fromagerie *d'Otto Wartmann* à Amlikon-Bissegg. En 1890, un de ses ancêtres alla vivre dans la petite ville de Tilsit en Prusse-Orientale. Quand il rentra en Suisse en 1893, il avait une recette de fromage dans ses bagages. Il voulait appeler ce fromage d'après cette petite ville, dans laquelle *Napoléon I[er]* et le tsar *Alexandre I[er]* avaient conclu en 1807 un accord secret. Après la Seconde Guerre mondiale, cette ville fut annexée par *Staline* et obtint le nom de Sovetsk.

Maintenant, la fromagerie Holzhof/Amlikon-Bissegg produit du Tilsit en 4[e] génération. Depuis 2009, il y a une coopération avec la ville de Tilsit/Sovetsk, dont l'objectif est de développer les liens amicaux entre la ville située dans la région russe de Kaliningrad et le hameau de Holzhof, l'origine du Tilsit dans le canton de Thurgovie.

Dans le canton du Valais, le pommier a été planté dans les jardins du casino de Saxon, en honneur de *Dostoïevski,* qui avait régulièrement visité ce lieu lors de son séjour en Suisse (1867/68). A cette époque, il rédigea une partie importante de son roman «L'idiot».



«Une œuvre culturelle, relationnelle et diplomatique

qui puisse mettre en lumière les nombreuses relations historiques et contemporaines entre nos deux pays»

Interview d'Anne-Julie Raccoursier

Horizons et débats: Vous avez gagné le projet de concours «Kunst am Bau» pour une œuvre pour l'ambassade suisse de Moscou. Qu'est-ce qui vous a motivé d'y participer?

Anne-Julie Raccoursier: J'y ai participé avec plaisir. Cela m'intéressait beaucoup de réfléchir à une œuvre pour une ambassade, un lieu de représentation et d'échanges, à l'intersection de la politique, de la culture et de la diplomatie. Je trouvais également intéressant de me plonger dans l'histoire et la culture de cet immense pays, ainsi que de découvrir les liens qui existaient et existent toujours entre la Russie et la Suisse.

Les architectes ont nommé leur projet «Berner Rosen». Savez-vous quelle était l'intention des architectes de planter un pommier dans la cour de l'ambassade?

Dans le projet des architectes, les nouveaux bâtiments de l'ambassade sont construits autour d'une cour intérieure qui, vue du ciel, dessine la forme de la Suisse. Ils ont souligné la silhouette de la carte de la Suisse en marquant au sol les chefs-lieux des 26 cantons suisses et en plantant un pommier de la variété Berner Rose au centre de la cour à l'emplacement de la capitale Berne. Je crois que pour le choix du pommier, il y a aussi une inspiration historique, car sur les terrains où se situe l'ambassade à Moscou se trouvaient autrefois les vergers du Tsar.

En quoi consiste votre projet? Quelle est l'idée de base que vous avez commencé à réaliser?

A partir du projet des architectes, pour ne pas télescoper leur proposition, il me semblait difficile de renchérir avec une intervention supplémentaire dans la cour. Je voulais faire une œuvre qui sorte de l'ambassade, qui fasse un retour sur la Suisse. J'ai donc pensé de prolonger leur idée et d'apporter une réponse conceptuelle qui amènerait l'œuvre à exister en dehors de l'ambassade et faire parler de l'ambassade ailleurs. Une œuvre culturelle, relationnelle et diplomatique qui puisse mettre en lumière les nombreuses relations historiques et contemporaines entre nos deux pays.

Mon projet consiste à utiliser les mêmes éléments, les 26 cantons et le pommier, et de les inverser. J'ai proposé que 26 pommiers «frères» de celui qui sera planté à Moscou (ils seront tous réalisés à partir d'un même arbre par greffe) soient plantés dans chacun des 26 cantons suisses, chez des Russes vivant en Suisse, des Suisses qui ont des liens avec la Russie ou dans certains lieux historiques, où un échange culturel entre Suisses et Russes a eu lieu.

Le pommier de l'ambassade de Moscou aura 26 pommiers ambassadeurs en Suisse. Les personnes qui ont un pommier, soit chez eux, soit dans des espaces publiques, vont parler de l'ambassade, vont parler de ces relations. J'aime aussi l'idée qu'il y a peut-être un lien invisible entre tous ces arbres. Ils seront peut-être reliés entre eux, comme ils sont issus d'un même arbre…

Je pense que c'est une très bonne idée de prendre ces pommiers comme ambassadeurs, d'avoir aussi des relations directes dans le pays d'origine de l'ambassade.

C'est beau, parce que ces arbres vont grandir avec des personnes, quelques fois ils sont plantés dans des familles et après ce seront les enfants qui s'en occuperont. Et surtout je pense que l'histoire de la Russie et de ses liens avec la Suisse est très compliquée, parce qu'il y a la période des Tsars, la Révolution russe, la période de *Staline,* puis la guerre froide et maintenant, il y a de nouveau beaucoup de Russes qui viennent voyager en Suisse, il y a aussi beaucoup d'oligarques qui s'installent en Suisse … Les liens sont divers, compliqués et parfois sensibles, et le projet permet d'évoquer ces aspects et de parler de la complexité de l'histoire.

Aussi des divers liens qui existent entre les deux pays …

Tout à fait. C'est incroyable. C'était passionnant de découvrir ces liens à travers mes recherches.

Suite page 10

La FINMA, une autorité fédérale de contrôle bancaire émancipée?

Hommage critique à son développement

Hans-Jacob Heitz *

FINMA – fonction, devoir et compétences

L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA a été créée sur la base des articles 95 et 98 de la Constitution fédérale et a débuté ses activités le 1er janvier 2009 en tant qu'autorité de surveillance intégrée. Elle a remplacé la *Commission fédérale des banques* CFB, l'*Office fédéral des assurances privées* OFAP et l'*Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent,* respectivement a réuni leurs fonctions et devoirs en une seule autorité de surveillance avec le but déclaré de renforcer la surveillance des marchés financiers et de pouvoir se positionner comme partenaire égal au niveau international.

La FINMA est une société de droit public et comparable à une autorité judiciaire. Elle surveille les banques, les assurances et d'autres intermédiaires financiers. La condition pour un fonctionnement de la FINMA orienté au but est son autodétermination ou autonomie institutionnelle, c'est-à-dire d'une part son indépendance de la politique et de l'économie, notamment des banques, et de l'autre part la transparence et la lisibilité de ses activités.

La FINMA a pour but de protéger les créanciers, les investisseurs et les assurés, et d'assurer le bon fonctionnement des marchés financiers. Elle contribue ce faisant à améliorer la réputation et la compétitivité de la place financière suisse. La FINMA est aussi instance de réglementation. Elle est associée aux processus législatifs et elle édicte ses propres circulaires et ordonnances lorsqu'elle y est habilitée. Elle tient aussi compte des standards minimaux internationaux, du pouvoir d'innovation et de la compétitivité du marché financier, ainsi que des possibilités d'autorégulation.

Lors de l'adoption de lignes directrices pour les principes de réglementation qu'elle doit observer, elle est tenue de se concerter avec le Département fédéral des Finances en tant que représentant du Conseil fédéral. La FINMA est soumise à la haute surveillance de l'Assemblée fédérale, elle doit informer le public au moins une fois par an sur ses activités et sa pratique de surveillance. Dans la mesure où il y a eu une violation grave du devoir de fonction, la FINMA est elle-même responsable de ses actes, et la loi sur la responsabilité est déterminante pour elle et pour ses mandataires.

Envers la FINMA, les assujettis sont soumis au devoir d'information et de déclaration automatique. La FINMA peut ouvrir une procédure, exiger le rétablissement de condition conforme aux règles, édicter une décision de constatation, retirer des licences, prononcer des interdictions professionnelles, confisquer des gains réalisés de manière illégale, ainsi que décréter elle-même la liquidation avec faillite d'une entreprise. Ses décisions peuvent être contestées en première instance avec plainte auprès du Tribunal administratif fédéral. Quiconque viole la législation sur les marchés financiers peut être puni de prison et/ou d'une amende allant jusqu'à un million de francs.

FINMA – jusqu'à présent un tigre sans dents, qui cimente l'impuissance des petits actionnaires

Nous nous rappelons tous de l'effondrement d'UBS SA, qui n'était pas du tout dû au hasard, mais le résultat de grosses erreurs et de spéculations erronées, accompagnées de l'avidité et de l'arrogance de la direction et du conseil d'administration. Particulièrement problématique s'est avéré le fait que les fonctions du CEO et de la présidence du conseil d'administration était les deux exercées par *Marcel Ospel.* UBS SA n'a pu être sauvée que par l'intervention étatique directe du Conseil fédéral et de la *Banque nationale suisse* et grâce à des injections d'argent des contribuables, ce qui est, du point de vue interventionniste, aussi surprenant que préoccupant. La remarque qu'UBS SA est une entreprise «too big to fail» ne peut rien y changer, surtout qu'aujourd'hui la direction et le conseil d'administration peuvent continuer à vivre et à œuvrer dans la certitude qu'en fait ils auront toujours droit à une garantie d'Etat.

Du point de vue des petits actionnaires et des actionnaires privés, il est spécialement fâcheux car nous avons déjà très tôt critiqué sans succès les dangereuses affaires immobilières concernant les subprimes aux Etats-Unis ainsi que la réduction continue des fonds propres. Nous ne nous sommes pas seulement exprimés à ce moment-là sur ces développements dangereux qui étaient directement liés à l'objectif de Marcel Ospel de faire d'UBS SA la plus grande banque au monde – un but mégalomane, totalement opposé aux valeurs suisses! –, mais aussi lorsque le nouveau CEO *Oswald Grübel* exigeait plus de risques pour la banque d'investissement et un rendement de 15 milliards pour la banque. Déjà en automne 2010, c'est-à-dire une année avant le scandale de Londres de l'agent *Kweku Adoboli,* j'ai prié la FINMA dans un courrier, de faire des contrôles auprès de la banque d'investissement d'UBS car il fallait absolument empêcher qu'UBS SA s'effondre encore une fois à cause de ses buts mégalomanes. Lorsque je lui ai demandé spontanément lors de l'assemblée des actionnaires quels étaient ses objectifs, Oswald Grübel m'a répondu laconiquement: «Laissez-vous surprendre!» La surprise est survenue en septembre 2011, lors de la découverte des grosses pertes en bourse à l'*Exchange-Traded-Fund-Desk* londonien causé par l'agent de change et directeur, Kweku Adoboli (Question: faut-il vraiment que chaque employé d'UBS soit directeur?), suite à quoi plusieurs milliards ont disparu dans la Tamise. Cela n'a été possible que suite à une grave ignorance des erreurs de coordination connues, de bilans comptabilisés de manière erronée et de montants non élucidés totalisant plus d'un milliard. Ces signes d'alarme existants et les bénéfices étonnamment hauts du commerce personnel pratiqué par Adoboli ont été négligés de manière irresponsable par les organes de contrôles et la direction. Entre temps Adoboli a été condamné en tant que malfaiteur isolé, ce qui ne doit pas tromper sur le fait qu'avec des contrôles suffisants, on aurait, au sein d'UBS, pu prendre connaissance de ces pratiques commerciales arbitraires et intervenir à temps. Il est assez préoccupant que l'instruction pénale n'ait pas été élargie et que les vraies causes n'aient pas été analysées. Devant le tribunal, la direction d'UBS s'est retranchée dans le silence.

Il est aussi inquiétant, que malgré le refus de décharge pour l'exercice 2007, les responsables tels Marcel Ospel, *Peter Wuffli* et al. n'ont pas été inquiétés et qu'on tente aujourd'hui encore d'occulter tous les problèmes survenus au niveau de la direction.

Notre intention, portée par un grand nombre de petits actionnaires et d'actionnaires privés en commun avec l'organisation *Actares,* de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale 2011 une plainte de responsabilité, demandant que le conseil d'administration soit mis à contribution, a été sabotée par le conseil d'administration à l'aide de moyens illicites; ainsi ils ont refusé à plusieurs actionnaires l'émission des confirmations du dépôt nécessaires. Ainsi, nous avons manqué de peu le quorum nécessaire pour la mise au point de l'ordre du jour.

La FINMA, que nous avons informé de ce comportement à mon avis contraire aux règles bancaires et aux droits des sociétés anonymes, n'en a rien voulu savoir et nous a renvoyé au juge civil. Cependant les petits actionnaires ne peuvent simplement pas se payer de tels procès, d'autant plus que selon le code de procédure civile fédéral il y a les avances à payer qui peuvent dans un tel cas bel et bien s'élever à un montant à six chiffres.

Si la direction de la banque fixe des buts mégalomanes, elle crée des attraits totalement faux, qui trouvent un terrain propice auprès d'employés éperonnés par la cupidité engendrée par le fléau des bonifications difficiles à éliminer. Je parie que cela ne va pas changer de si tôt!

Aujourd'hui on ne peut pas exclure, que tôt ou tard de semblables scandales apparaîtront, parce que la culture de l'entreprise UBS SA n'a pas assez changé malgré toute déclaration dans ce sens. Depuis des années, le code éthique existant n'est pas suivi, c'est pourquoi il n'a pas plus de valeur que le papier sur lequel il est écrit. Pour ce manque de culture, l'ancien président du conseil d'administration *Kaspar Villiger* a une partie de responsabilité à porter, car ce qu'il a, lors de son élection, assuré à l'assemblée générale, est resté lettre morte. Je doute qu'il y aura un changement avec *Axel Weber,* car les lettres que nous lui avons envoyé sont restées sans réponse, ce qui ressemble de nouveau à l'arrogance défavorable de la «Corporate Governance».

Ainsi il reste un arrière-goût, comme quoi la FINMA n'a jusqu'à présent, c'est-à-dire jusqu'à sa dernière intervention longtemps en souffrance, pas assez soigneusement contrôlé UBS SA.

CFB et FINMA – soupçons de conflits d'intérêts

Il se pose donc toujours la question de savoir quelle pourrait être une explication réaliste pour l'inactivité flagrante de la FINMA, et pourquoi elle n'est intervenue activement que lors du second événement majeur au sein d'UBS.

Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que le chef de la commission précédente, la CFB (Commission fédérale des banques), et qui a ensuite été le premier directeur de la FINMA, était *Eugen Haltiner* qui avait auparavant été directeur général d'UBS SA et aussi un «papable» du conseiller fédéral *Merz,* lui aussi un proche d'UBS. Indépendamment de la question de savoir si l'on veut reprocher à Haltiner des négligences ou pas, le conflit d'intérêts étant objectivement établi, il était incompréhensible pourquoi il n'a pas, par respect des intérêts d'ordre supérieur, renoncé à la présidence de la FINMA ou, au moins mis à disposition sa fonction lors de l'effondrement d'UBS.

Ainsi, déjà la CFB se caractérisait par sa proximité exagérée face aux grandes banques, éliminant par des verdicts de liquidation tout ce qui pouvait concurrencer les banques, en négligeant dans un grand nombre de cas les intérêts des créanciers, ce qui revient à dire que la CFB, même si c'était une partie de ces tâches qui lui étaient octroyées par la loi, ne se souciait peu de leurs intérêts, mais se concentrait sur les intérêts des grandes banques. Là aussi on pourrait rétrospectivement reconnaître un conflit d'intérêts.

Aujourd'hui, tout semble montrer que la FINMA a réussi à se débarrasser de ce défaut en plaçant à la présidence *Anne Héritier Lachat,* une personnalité moins proche des grandes banques. Cela a été et est très important pour la crédibilité de la FINMA.

FINMA – intervention problématique dans le travail opératif d'UBS SA, qui conduit à une perte d'autonomie de la banque

Il est connu que la FINMA a entamé en décembre 2011 une procédure formelle de droit de contrôle contre UBS, lui imposant – suite à des manquements de contrôle dans les domaines «des opérations», «des produits» et «des risques» ainsi que dans les responsabilités de surveillance – de lourdes obligations telles que, par exemple, des restrictions des capitaux ainsi que, pour la banque d'investissement, une interdiction d'acquisitions en combinaison avec le devoir d'obtenir une autorisation préalable pour des initiatives commerciales à complexité opérationnelle accrue.

Cela ne signifie rien d'autre qu'UBS SA a perdu une partie de son autonomie entrepreneuriale. Mesuré aux obligations concernant avant tout les affaires de la banque d'investissements, on a le droit de se poser la question de savoir si UBS SA a réellement décidé elle-même – comme elle le fait croire à ses investisseurs et au public – de démanteler de façon décisive, cette partie de ses affaires. Les doutes sont permis, et il n'est pas exclu que cela provoquera, lors de la prochaine assemblée générale, des questions de la part des actionnaires.

A première vue, cette intervention de la FINMA semble être objective et sensée, elle lui offre la poussée de crédibilité dont elle avait besoin, mais en y regardant de plus près, on doit quand-même se poser des questions fondamentales concernant la tâche qui lui est confiée par le droit. La FINMA n'a-t-elle, avec le procédé qu'elle a choisi, pas dépassé le cadre de ses fonctions légales de surveillance? Elle a d'une certaine manière pris une

Suite page 11

* *Hans-Jacob Heitz,* études de droits à l'Université de Zurich, avocat et ancien juge au Tribunal administratif fédéral, protecteur des investisseurs et fondateur de la *Schutzvereinigung Schweizer Anleger* SVSA.

«Une œuvre culturelle, relationnelle…»

suite de la page 9

Il semble que l'ambassade suisse de Moscou a gagné une très grande importance à la fin du XXe siècle, qu'elle a beaucoup grandi, parce que beaucoup de Suisses ont des relations avec la Russie.

Il y a certainement beaucoup de relations économiques. On m'a expliqué que c'est la deuxième représentation de la Suisse à l'étranger après celle de Washington, avec de nombreux collaborateurs. Avec la rénovation, la Confédération va continuer à développer ces relations économiques, mais aussi le tourisme et les échanges culturels et scientifiques.

Je pense que c'est aussi une excellente idée de rappeler aux Suisses qu'il y a une longue histoire entre les deux pays.

Oui, il y a par exemple beaucoup de Suisses romands qui sont allés comme précepteur ou professeur de français dans des familles de l'aristocratie russe. Celles-ci voulaient avoir des professeurs de français, mais comme la France était une monarchie et qu'il y avait des tensions politiques, elles préféraient des précepteurs suisses qui venaient d'une république démocratique. Par exemple *Pierre Gilliard* a été le précepteur de la dernière famille des Tsars. Il était très proche de la famille et les a accompagnés pendant toute la période de leur arrestation lors de la Révolution russe. Il a notamment fait des photographies étonnantes dans l'intimité de la famille qui sont aujourd'hui exposées au Musée de l'Elysée à Lausanne. *Lénine* et de nombreux révolutionnaires russes ont passé plusieurs années en Suisse avant la révolution. Il y a aussi de nombreux Suisses qui ont émigré en Russie, comme par exemple les dynasties d'architectes tessinois qui ont travaillé pour les Tsars lors de la construction de Saint-Pétersbourg ou à Moscou.

On pourrait donc décrire votre œuvre comme un projet pour l'entente entre les peuples pour encourager la compréhension entre les hommes.

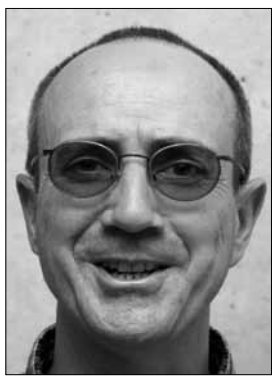
Oui, un peu, parce qu'il a quand-même cette idée que les relations entre les peuples sont toujours faites par des hommes, par des individus, par des liens personnels. Et puis ça demande beaucoup de soin, si l'on doit soigner un arbre, ça prend du temps, c'est comme quand on soigne ses amitiés, et souvent dans ces relations, il y a des aspects culturels. Et puis moi, j'aime bien le fait que ces arbres sont tous réalisés à partir d'un même arbre, qu'ils sont ainsi liés entre eux – si l'on soigne bien ces arbres, peut-être que toutes les relations vont bien se passer.

Nous vous remercions très sincèrement de ce beau projet et de cet entretien. •

«Il y a une justice en ce monde»

Nous avons trouvé une solution démocratique

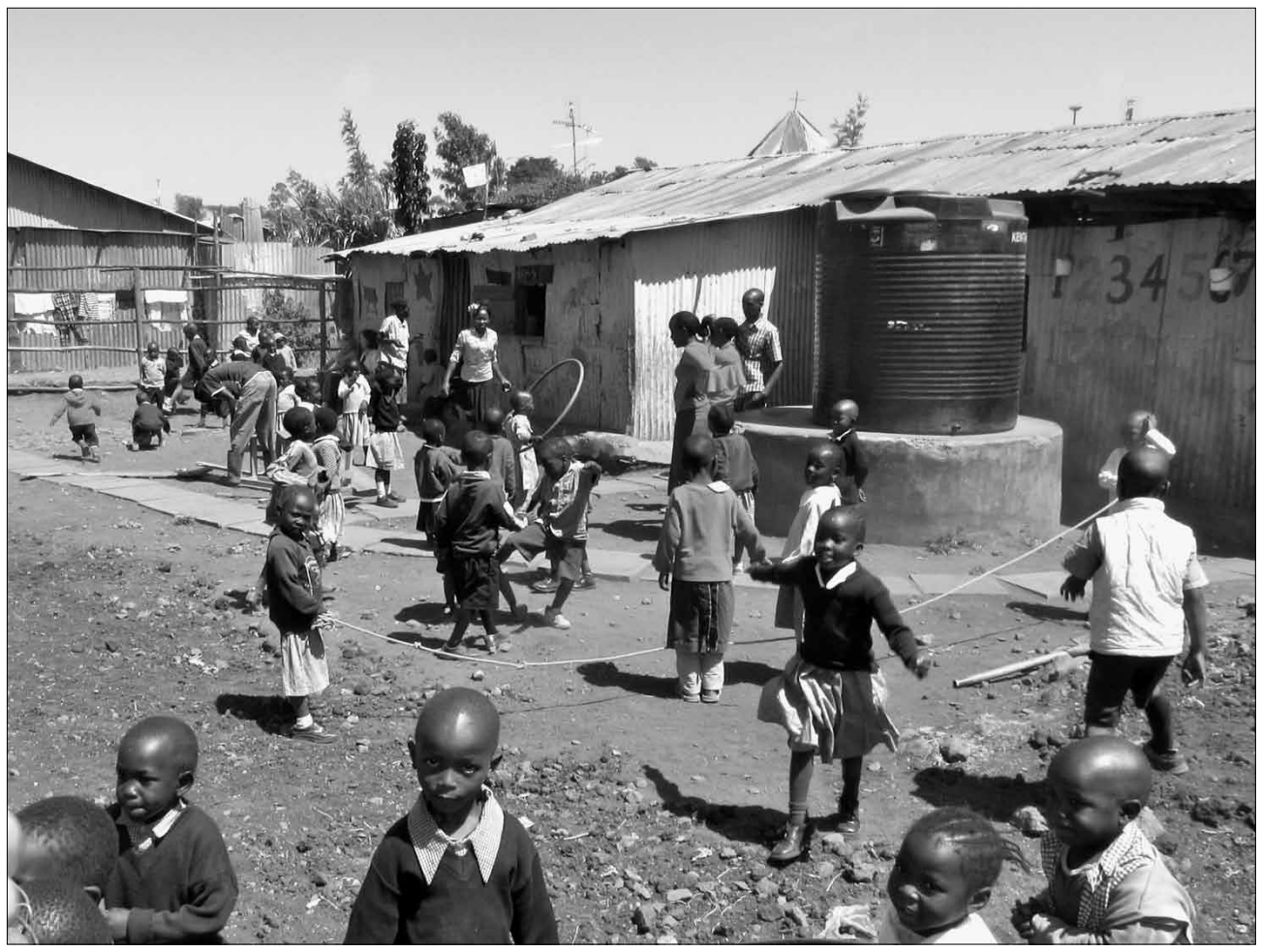
Interview d'Alex Weigel, fondateur et directeur de «Good Hearts Organisation»



Alex Weigel (photo thk)

ak./thk. Il y a trois ans, Alex Weigel a plié bagages en Suisse et s'est installé à Nairobi au Kenya pour effectuer un travail innovateur au bidonville de Kibera. Touché par la misère des gens et se sentant l'obligé de la tradition humanitaire suisse, il a pris l'initiative de fonder une école pour les plus pauvres des pauvres. Grâce à son engagement personnel de tout cœur et sa profonde conviction de vouloir aider les habitants et en particulier les enfants de ce bidonville, il a réussi en peu de temps à mettre sur pied la «Kid Star Academy» qui offre aujourd'hui à plus de 80 enfants un refuge, des soins médicaux, un repas chaud par jour et un enseignement de bonne qualité. Alex Weigel rejette la remarque comme quoi il ne s'agit que d'une goutte d'eau dans l'océan. Il s'agit d'êtres humains, et pour chacun qui réussit à échapper au cercle vicieux de la pauvreté, de la criminalité et de la corruption, l'engagement a valu la peine. Avec cette conviction éthique Alex Weigel et son équipe ont réussi à réaliser et développer ce projet humanitaire, ceci aussi grâce au soutien financier suisse, étant donné que le tout est financé uniquement par des dons.

Cependant, l'école à peine installée, elle doit déjà céder la place à une nouvelle route. Alex Weigel s'est immédiatement mis à la recherche d'un autre terrain au sein du bidonville. Lors de cette quête, il s'est heurté à de nombreuses objections et difficultés. Le nouveau terrain promis en remplacement de l'ancien a été réclamé par d'autres, et un long processus judiciaire s'en est suivi. Ce qu'Alex Weigel a vécu et comment l'aide de divers côtés lui est parvenue, sera le sujet de l'interview ci-après. L'interview a été accordée en novembre, depuis lors la situation s'est développée. Au soulagement de tous, le «Kenya High Court» vient de prodiguer le nouveau terrain à «Good Hearts Organisation» et a donné ainsi son feu vert pour la construction de la nouvelle école.



Des écoliers dans la cour de l'école qui sera bientôt rasée. (photo mad)

Horizons et débats: Il y a plus de six mois nous avons rapporté votre engagement pour les plus pauvres des pauvres au Kenya et la mise sur pied de votre école au sein du bidonville de Kibera. Déjà à l'époque, il était question d'un projet routier au bord du bidonville et que l'école devrait céder la place à une autoroute. Comment est-ce que la situation s'est développée désormais?

Alex Weigel: Tout d'abord – l'école existe toujours, nous possédons le nouveau terrain sur le papier. Nous avons conclu un contrat avec les autorités de la ville de Nairobi, mais malgré tout nous ne pouvons pas encore utiliser le nouveau terrain.

Pourquoi pas?

Des connaisseurs de l'Afrique et en particulier des régions urbaines diront: «t.i.A – this is Africa». S'il s'agit de terrains, on se dispute toujours et en faisant recours à tous les moyens. Malheureusement, nous avons dû faire cette expérience nous-mêmes.

Au mois de juillet, nous avons reçu une soi-disant TOL, une temporary occupational licence, pour le terrain. C'était le premier pas. Avec ça, on peut louer le terrain si l'on apporte les preuves que le terrain sera utilisé par une organisation humanitaire à but non lucratif.

Dans un deuxième temps, il faut exposer les projets qu'on veut réaliser sur ce terrain. Puis, on peut recevoir une «allotment-letter», une sorte de droit de préemption. Ce n'est pas gratuit, étant donné que le terrain est mesuré et cartographié avec précision. Les coûts respectifs sont raisonnables, dans notre cas le loyer de 60 francs suisses par mois pour un terrain d'environ 10 000 m^2 n'est pas exagéré. Toutefois, le terrain n'est pas particulièrement attractif, il est situé sur la pente très raide d'une colline.

Quel sera le troisième pas?

On fait une demande auprès du Ministry of Lands d'un «title deed». Avec ça, on sera inscrit au cadastre en tant que propriétaire du terrain. Nous avons déjà parcouru cette procédure.

Est-ce que le Premier ministre œuvre pour que vous receviez le terrain?

J'ai eu un entretien en allemand avec le Premier ministre. Le plan initial était qu'il veille à ce que nous recevions le terrain. S'il peut et doit le faire, est une autre question. En tout cas, grâce à la lettre de recommandation de son assistant personnel, les portes du Nairobi City Council nous ont été ouvertes et nous avons reçu le TOL. Le terrain est donc à notre disposition pour une utilisation temporaire, c'est-à-dire nous pouvons monter notre bâtiment en tôle ondulée pour maintenir l'enseignement.

Il a certainement fallu mettre du cœur à l'ouvrage, mais pour ce résultat ça a valu la peine.

Oui, le 1er août – une date bien prometteuse – nous nous sommes réunis à 7 heures du matin sur le terrain pour ériger avec les gens sur place une clôture. Les voisins de l'autre côté qui tiennent un projet un peu louche – il y a un grand décalage entre ce qui est écrit sur leur site Internet et ce qu'on peut voir en réalité – ont fait venir des policiers en uniformes militaires et solidement armés qui ont mis un terme à nos travaux. Ils ont revendiqué le terrain pour eux, bien qu'ils ne se servent que de la moitié de leur propre terrain!

A qui appartient le terrain à présent?

Sur le papier nous disposons du terrain, mais pour le moment nous ne pouvons pas encore l'utiliser. Les voisins ont obtenu une «injunction» auprès du Kenya High Court – c'est une sorte d'ordonnance provisoire empêchant toute activité sur le terrain jusqu'à ce que la répartition des biens soit réglée.

Vous avez donc dû prendre le chemin juridique et ceci à part tout le travail pour l'école qui a besoin de vous corps et âme.

Oui, le 13 août, nous avons dû nous présenter devant le Kenya High Court. Heureusement, une connaissance à moi avait lu l'article sur «Good Hearts Organisation» paru dans *Horizons et débats* respectivement dans la version anglaise *Current Concerns* et l'avait donné à ses collaborateurs du cabinet d'avocat où elle travaillait. Ils m'ont spontanément offert leur aide en disant que si jamais j'avais des problèmes de nature juridique je pourrais m'adresser à eux en toute confiance. Tout de suite, ils ont mis un avocat à ma disposition, gratuitement.

A part ça, nous sommes entourés de gens ici sur place qui apprécient beaucoup notre engagement et nous soutiennent. Comme je suis en Suisse actuellement, Onyango, un ami qui connaît bien la situation, m'a représenté en justice. Il a déjà subi les conséquences de se soutien: il a été frappé à terre et a dû être soigné à l'hôpital. Il continue à s'engager pour nous, il dit que cet incident montre bien à quel point notre travail est nécessaire. Cette attitude mérite toute mon estime!

Du point de vue humain c'est admirable. Mais en vous écoutant, j'imagine que ce n'est pas sans danger.

Jusqu'à présent, je ne ai jamais été victime d'agression. Au maximum, je suis confronté à des gens qui se plantent les jambes écartées devant moi pour m'intimider. Et puis, le procès juridique qui a été ouvert non pas contre l'école mais contre moi. Ceci montre clairement qu'ils veulent se débarrasser de moi. Ma droiture et le fait que je refuse toute corruption, ne leur plaisent pas. Jusqu'à présent, mes voisins ont pu se procurer tout au moyen de pots-de-vin, mais avec moi, ça ne marche pas.

Quelles circonstances ont mené à l'ordonnance provisoire contre l'utilisation du terrain et contre votre personne?

La partie adverse a introduit l'instance sur la base de papiers falsifiés. Malgré ce fait, le juge compétent l'a acceptée et a rendu l'ordonnance provisoire contre nous. Ce fut un important revers. Même des documents impeccables ne nous ont pas fait avancer. Puis, j'ai écrit une lettre à *Willy Mutunga*. Il est juge suprême du pays et par conséquent aussi chef du Kenya High Court où notre cas est en suspens. Willy Mutunga est vraiment inébranlable et se fait attaquer sans cesse pour sa droiture. Ceci a contribué à une solution démocratique appropriée.

En quoi consiste cette solution?

Il s'agit d'une solution démocratique dans la mesure où l'on récuse le juge pour cause de suspicion et confie le cas à un autre juge. C'est exactement ce qui s'est passé dans notre cas. L'audience devant un autre juge aurait dû avoir lieu le jour de mon départ pour la Suisse. Je suis allé au tribunal, mais notre cas ne figurait pas sur l'ordre du jour. Notre adversaire l'avait obtenu. Probablement qu'il s'agissait tout simplement de la tentative de m'épuiser. Cette frustration me tracasse un

Suite page 12

«La FINMA, une autorité fédérale ...»

Fortsetzung von Seite 10

coresponsabilité opérative, avec laquelle elle court évidemment le risque d'être impliquée, lors d'une nouvelle débâcle, dans la répartition des responsabilités et de se trouver dans un nouveau conflit d'intérêts, d'autant plus que, le cas échéant, elle pourrait être sollicitée en matière de la responsabilité pénale. Comme expliqué au début, la question sera tranchée en recourant à la Loi sur la responsabilité, ce qui veut dire que c'est l'Etat qui devra assumer la responsabilité et ainsi, une fois de plus, le contribuable.

Dans ce contexte, une autre question se pose, celle de savoir qui, en effet, surveille la FINMA.

Du point de vue juridique, ce sont tout d'abord les Chambres fédérales, même si la FINMA opère en accord avec le Département des Finances. Bien souvent on a l'impression que c'est plutôt la FINMA qui dirige le Département des Finances que le contraire, impression qui est illustrée par les cas tragiques de la livraison des données bancaires aux Etats-Unis ou par l'attaque inamicale des investisseurs sur *Sulzer SA*. Il faut pourtant se demander sérieusement, si les parlementaires fédéraux, à quelques rares exceptions près, ne sont pas débordés lors de processus d'une pareille complexité.

L'expérience montre que la politique fédérale est lente et agit de manière réactive au lieu d'être proactive, ce qui rend improbable que, dans le cas d'un nouveau fiasco, on puisse réagir à temps si l'on ne se rend pas compte des expériences douloureuses du passé en y remédiant, finalement, de façon définitive.

Conclusions

Dans le passé, la surveillance bancaire fédérale se désignait par une trop grande proximité et dépendance des grandes banques. Cela explique en partie que la quasi-banqueroute d'UBS SA a pu avoir lieu. Dans la perspective de la politique d'ordre et dans un contexte démocratique, la surveillance parlementaire sur la FINMA est sensée, mais elle ne décharge pas les partis politiques, de mieux prendre en compte l'aspect de cette fonction de surveillance complexe, lors du choix de leurs candidats pour le Parlement fédéral. La commission respective devrait aussi disposer de moyens encore plus efficaces. Les liens assez opaques entre le Département des Finances et la FINMA devrait aussi un jour être examinés de manière approfondie.

Quant à la direction perspicace et courageuse de la FINMA par Anne Héritier Lachat, les conclusions sont toutes positives. Ceci en dépit d'une légère critique face à la récente intervention concernant UBS SA, que cette banque doit s'attribuer à elle-même. Selon les évolutions au sein d'UBS, il sera certainement plus facile pour la FINMA de lâcher les brides que de les resserrer.

Et pour terminer un proverbe chinois : «Si tu veux apprendre quelque chose, demande un homme avec grande expérience et pas un savant!» •

(Traduction *Horizons et débats)*

«Il y a une justice en ce monde»
suite de la page 11

peu, mais elle ne provoque pas ma retraite, je me demande comment il faut procéder maintenant.

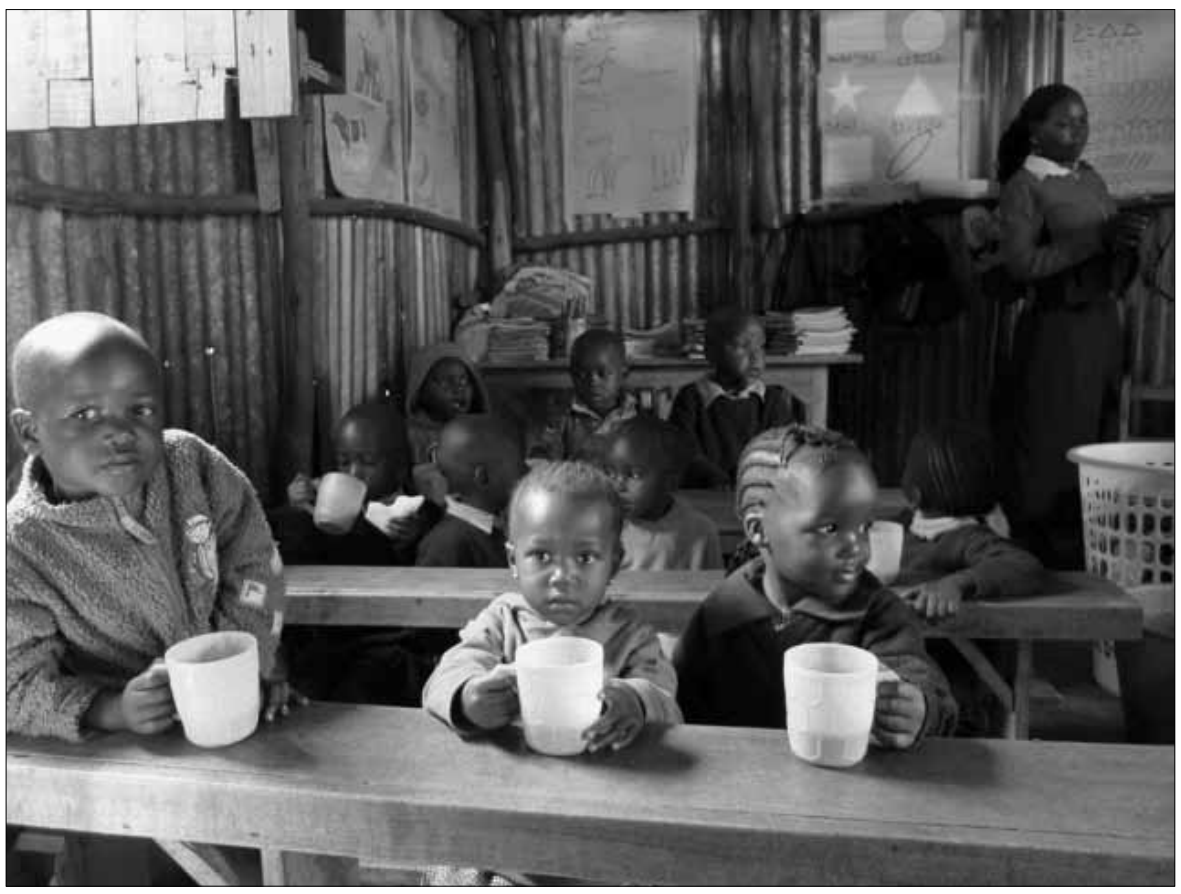
Votre engagement est impressionnant. N'y aurait-il donc pas d'autre terrain pour vos projets?
A Kibera, il n'y a vraiment plus d'autre terrain disponible. Nous avons absolument besoin de ce terrain pour pouvoir envoyer nos enfants à l'école, pour mettre sur pied une clinique et offrir d'autres services, en particulier aux orphelins et aux parents atteints du HIV/Sida. Il faut se battre pour ce terrain et je me réjouis déjà du moment où nous aurons percé. *Christoph Lüdi,* directeur de la *Croix-Rouge suisse* et responsable de presque tous les pays d'Afrique orientale m'a dit qu'il aurait été inhabituel de recevoir sans résistance un terrain proche de la ville, situé au bord d'une route et d'une superficie appropriée. Le cas échéant, il ne m'aurait pas cru. Je pense avoir lutté déjà assez les trois ans et demi passés, mais apparemment le collaborateur de la Croix-Rouge de longue date, riche en expérience, a évalué la situation de façon juste.

Une partie de l'école a déjà été rasée. Où est-ce que les enfants sont enseignés maintenant?
Ces derniers temps, tous les bâtiments destinés à être rasés pour la réalisation du projet d'autoroute, ont été marqués. Cela a suscité une grande perplexité, étant donné que plusieurs milliers de gens seront sans abris. Il y en a beaucoup qui ont eux-mêmes déconstruit leur cabanes pour pouvoir au moins réutiliser la tôle ondulée et les pieux qui servent à fixer la glaise. Même les clous ont été tirés un à un et martelés jusqu'à ce qu'ils soient droits. C'est une forme de recyclage. La moitié de notre école a été rasée. Mais juste le week-end avant la rentrée scolaire début septembre, nous avons pu louer pour 5 francs par semaine deux salles dans la partie arrière de l'église juste à côté de l'école – il s'agit également d'un bâtiment en tôle ondulée. Il est prévu de raser également l'église, mais jusqu'à présent elle a été épargnée. Tous les autres bâtiments autour ont déjà disparu. Cela me touche de voir comment l'entreprise de construction chinoise réalisant le projet d'autoroute, nous a en vue, nous aide volontiers et se renseigne régulièrement pour savoir comment nous allons.

Cette entreprise chinoise peut-elle aussi vous aider à tout reconstruire sur le nouveau site?
Oui, j'ai établi une bonne relation avec cette entreprise de construction en sautant un jour sur un des camions qui transportent des douzaines de travailleurs au chantier. Je me suis dit que j'étais aussi capable de ce qu'ils savent faire, et déjà pour monter sur le camion, ils m'ont aidé bien que n'ayant aucune idée de ce que je voulais. J'ai réussi ainsi à passer à travers toutes les barrières de sécurité pour arriver finalement au quartier général de l'entreprise. En route, j'ai reçu toutes les informations nécessaires. C'était une bonne expérience de voir que les gens responsables de la construction voulaient laisser une impression socialement acceptable. Les Chinois ont partout dans le monde un problème d'image et ils font vraiment un effort pour accomplir au mieux leur travail au Kenya afin d'améliorer leur réputation.

Lorsque je rencontre quelqu'un, je pars toujours du fait qu'il s'agit d'un être humain qui a des sentiments et le sens des responsabilités. C'est ce qu'on peut attendre au moins d'un chef d'entreprise.

Vous êtes allé jusqu'au directeur?
Oui, et il m'a expliqué tous les projets. Il dispose d'immenses cartes animées du projet. J'ai pu lui montrer exactement où se trouve notre école maintenant et où elle sera reconstruite et je lui ai parlé des difficultés qu'il nous faut surmonter pour recevoir le terrain. Nous sommes tombés d'accord sur trois points. Premièrement, ils épargneront notre école aussi longtemps que possible et ils ne la raseront pas comme d'habitude de façon



Avant les cours, les enfants reçoivent un petit-déjeuner chaud. (photo ak)

Des enfants en excursion scolaire. (photo ak)

imprévue. Deuxièmement, ils nous aideront à aplanir le nouveau terrain en pente pour que nous puissions reconstruire notre école.

Troisièmement, ils nous ont offert de reconstruire l'école telle qu'elle est avec du matériel nouveau au nouvel endroit.

S'en est-on tenu à ce qui a été conclu?
Oui, jusqu'à présent … Juste à côté de l'école, on est en train de construire un pont qui fait partie d'un carrefour principal. J'étais en train d'assister à une audience quand j'ai reçu un coup de téléphone: «Alex, d'ici peu, il nous faudra raser une salle de ton école.» Ce n'était même pas un Chinois mais le gestionnaire kényan du site, responsable de la construction du pont. Il fallait déconstruire deux salles et déplacer la clôture. La citerne se trouve maintenant en dehors de notre terrain. Entre-temps l'entreprise chinoise l'approvisionne aussi en l'eau. Les enfants sont toujours en sécurité sur le terrain de l'école.

C'est au moins une lueur d'espoir de pouvoir compter sur l'entreprise de construction chinoise.
Je n'ai pas pu le savoir, mais aujourd'hui je suis vraiment content que la construction de l'autoroute ne se fasse pas sous direction kényane. Sinon un beau samedi matin entre 2 et 4 heures les bulldozers auraient tout rasé. Cette insécurité n'existe plus maintenant, c'est pourquoi j'ai pu venir en Suisse. Ils ont vraiment installé le chantier autour de nous!

C'est une situation incroyable! Et comment ça se présente au tribunal?
Un autre juge sera responsable de la procédure, il est spécialiste en questions territoriales. Il faudra nous présenter encore deux ou trois fois au tribunal, mais après nous disposerons d'une décision bien fondée et irrévocable. J'ai bon espoir que nous puissions commencer la construction de la nouvelle école fin novembre /début décembre. En janvier, nous voulons reprendre l'enseignement au nouvel endroit. Ensuite, nous voulons construire une clinique et j'espère bien que nous pourrons bientôt faire les études nécessaires sur ce plan. Lors des élections de l'année prochaine, on ne pourra pas entreprendre grand'chose.

J'aimerais bien savoir encore comment vous avez connu ce cabinet d'avocats qui était prêt à vous défendre gratuitement.
C'était un dimanche, où j'ai visité une manifestation électorale du Président dans l'espoir de pouvoir lui parler. Avant, j'étais encore allé déjeuner dans un restaurant dans la partie musulmane du bidonville. On mange très bien là-bas. Dans le coin le plus reculé du restaurant, il y avait encore une place libre. A cette table, il y avait déjà une femme avec son enfant. Comme je le fais toujours, j'ai pris contact avec les deux. Il s'est avéré qu'elle travaillait dans un cabinet d'avocats. Elle a montré un grand intérêt pour notre projet en me proposant de la contacter au cas où j'aurais besoin d'assistance juridique. Ensuite, elle est allée chez le coiffeur avec sa fille, et moi, je suis allé à la manifestation du Président.

Cette femme s'est informée sur Internet sur la «Good Hearts Organisation» et est tombée sur les deux articles dans *Current Concerns,* l'édition anglaise de *Zeit-Fragen.* Elle les a envoyés par courriel à ses collègues du cabinet et à ses amis et connaissances. Elle-même a fait un don pour le soutien de nos enfants; je m'en suis beaucoup réjoui.

Le lendemain, j'ai reçu une convocation pour la Cour suprême, basée sur des accusations violentes.

Déjà à 20 heures, je me suis retrouvé au bureau de son vice-directeur. Le soutien de leur part est un cadeau, qui a été entre autre possible grâce au soutien de la part de *Zeit-Fragen.*

En Afrique, on peut toujours faire de telles expériences. C'est pourquoi je me plais tellement ici! Il y a beaucoup de choses imprévisibles, ce qui peut rendre la vie difficile. Mais il y aussi le cas contraire, ce qui peut beaucoup aider. C'est pourquoi je suis convaincu qu'il y a une justice en ce monde. Quand on a confiance et qu'on garde strictement cette ligne sans commencer à utiliser de vilaines méthodes, les choses positives nous viennent en retour.

Comment est-ce que vous y arrivez?
Par les relations avec tous les gens au sein de toutes les autorités, même avec les cercles corrompus du gouvernement local. Comme j'ai également parlé au Premier ministre, je ferais, dans le pire des cas, aussi appel à ce contact pour imposer notre droit. Nous devons exploiter à fond toutes les possibilités pour aider les enfants qui sont sous notre protection.

C'est impressionnant de voir de quelle façon humaine vous faites face à des situations souvent difficiles. On ressent très clairement cette honnêteté et rectitude. Vous devez également souvent savoir dire «non» …
Oui, et après on est traité avec un certain respect et de ce fait je deviens moins vulnérable. Personne ne peut me faire de reproches de corruption. Mais de l'autre côté, je deviens l'ennemi de certaines personnes, comme par exemple dans l'affaire du terrain.

Mais je n'ai pas peur. Quelques-uns m'ont dit: «Mais tu ne dois plus retourner au bidonville, maintenant qu'ils ont roué Onyango de coups.» Je leur ai répondu que j'irais voir les casseurs pour leur dire que c'était lâche de ne pas me rouer de coups, moi qui étais responsable de tout. Ce que je peux faire, c'est de donner de temps à autre un petit travail aux larbins, pas aux instigateurs, par exemple quand nous commencerons à construire; là ils pourront gagner de l'argent d'une manière honnête en contrepartie de leur travail.

Cette grande pauvreté encourage pourtant la corruption.
J'ai même des enfants à l'école, dont les parents encaissent de l'argent pour nous combattre. A la journée des parents, j'ai clairement communiqué que j'en étais au courant et que je ne virerais pas les enfants de l'école. Les enfants n'y peuvent rien et n'ont pas d'alternative, parce qu'ils ne sont acceptés à d'autres écoles que s'ils paient des frais de scolarité, et cela leur est impossible. Pour moi, il s'agit des enfants et c'est la raison pour laquelle ce que les parents font m'est complètement égal, bien que cela me fasse naturellement mal. C'est gens-là doivent tout de même se regarder dans le miroir le matin …

Cette attitude, cette rectitude semble être une clé de votre succès. C'est fascinant. A vous entendre, on pourrait imaginer que les choses en iraient tout autrement dans la grande politique, si nous, les êtres humains, étions honnêtes les uns avec les autres. Ce que vous accomplissez à Nairobi, a pour moi un caractère de modèle et est l'expression de l'esprit humanitaire suisse.
Moi aussi, j'en suis toujours à nouveau fasciné. Je fais tout simplement ce que je pense être juste et j'essaie de faire mon mieux. Cela ne me réussit pas toujours; il y aurait encore beaucoup de choses qu'on pourrait faire. Quelquefois, je commence à faire trop de choses et ensuite, je ne peux pas les faire comme je le souhaiterais. Nous continuons à apprendre et grandissons lentement, et si je peux toujours compter sur le soutien de la Suisse, de la part des gens qui ont peut-être lu cette interview, cela aide naturellement beaucoup. Je ferai tout pour utiliser les moyens exactement comme nous l'avons dit dans l'interview.

Notre journal va volontiers continuer à vous soutenir et à accompagner votre projet exceptionnel. Merci beaucoup pour cet entretien. •

Compte où verser les dons:
IBAN CH 34 8147 4000 0085 5476 6

Pour de plus amples informations:
www.goodhearts.ch